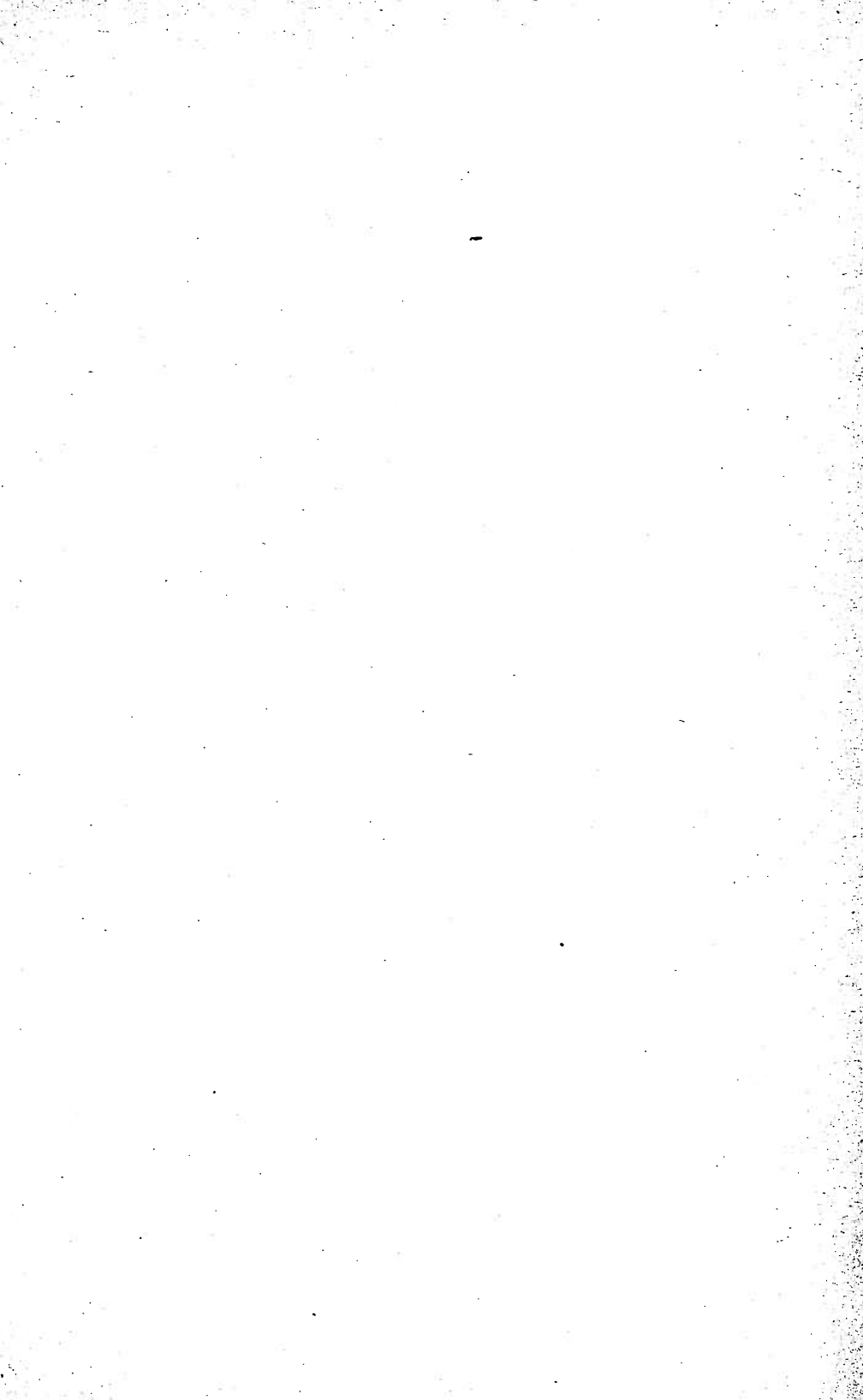
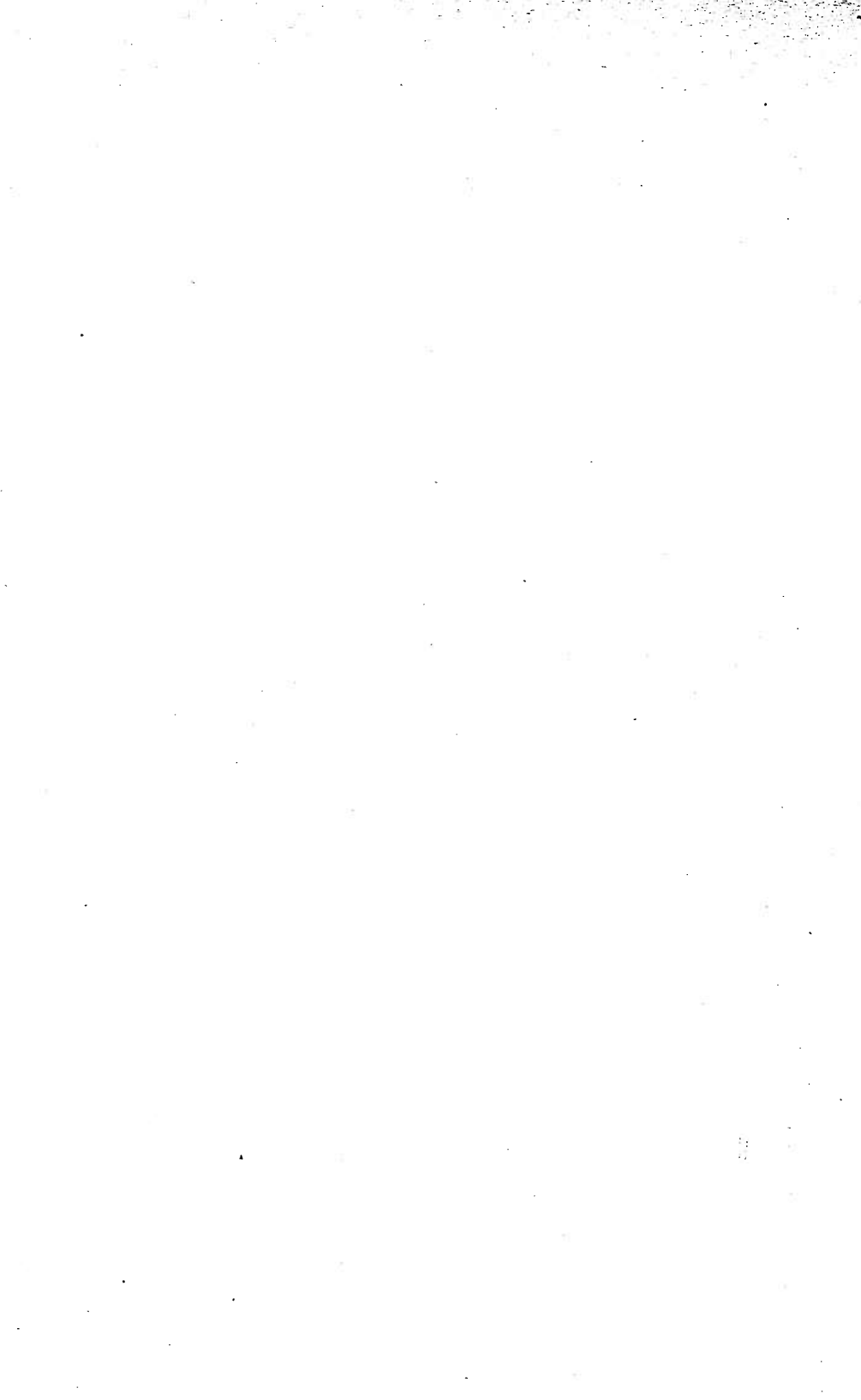




The University of Chicago
Libraries







ACTION

INTELLECTUELLE ET POLITIQUE

DE

LÉON XIII

EN FRANCE

PAR

Le R. P. JANVIER

DES FRÈRES PRÊCHEURS

PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

RUE BONAPARTE, 90

1902

ACTION
INTELLECTUELLE ET POLITIQUE
DE
LÉON XIII
EN FRANCE

TYPOGRAPHIE FIRMIN-DIDOT ET C^{ie}. — MESNIL (EURE).

ACTION
INTELLECTUELLE ET POLITIQUE

DE

LÉON XIII

EN FRANCE

PAR

manuscrit
Le R. P. JANVIER

"

DES FRÈRES PRÊCHEURS

PARIS

LIBRAIRIE VICTOR LECOFFRE

RUE BONAPARTE, 90

—
1902

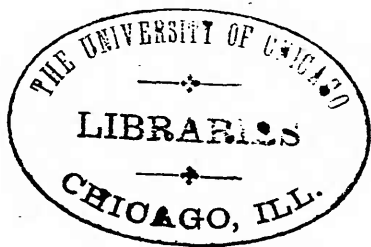
BX1374
. J35

APPROBATIONS

Nous avons lu et nous approuvons le travail de
R. P. JANVIER intitulé : *L'Action intellectuelle et politique de Léon XIII en France.*

Paris, le 21 mars 1902

Fr. A. VILLARD
des Fr. Prêch.



Fr. J. HÉBERT
des Fr. Prêch.

Permis d'Imprimer

Fr. TH. BOURGEOIS
Provincial des Fr. Prêch.

IMPRIMATUR

Parisiis, die 7 Aprilis 1902

✠ FRANCISCUS, Card. RICHARD
Arch. Parisiensis.

Hist.

SOMMAIRE

Pages.

CHAP. I. — **ACTION INTELLECTUELLE** . . . 6

I. Encyclique *Inscrutabili*. Décadence doctrinale en France. Grandeur du mal, p. 6. — II. Encyclique *Æterni Patris*. Nécessité de revenir à la Philosophie de saint Thomas. Insistance de Léon XIII sur cette question, p. 12. — III. Prescriptions de Léon XIII aux Ordres Religieux, aux Universités, aux Séminaires. Actes et Institutions dans ce sens, p. 18. — IV. Instructions spéciales à la France, p. 25. — V. Résultats heureux que l'on devait attendre de ce mouvement, p. 28. — VI. Succès obtenus : Ordres Religieux, Séminaires, Universités, Revues, p. 33. — VII. Oppositions et difficultés venant de l'organisation générale de l'enseignement, des hostilités ouvertes, des demi-adhésions, des adhésions maladroites. Réussite de ceux qui suivirent à la lettre la direction intellectuelle de Léon XIII, p. 37. — VIII. Programme d'études ecclésiastiques tracé par Léon XIII, langue latine, sciences, philosophie, théologie, Écriture sainte, etc., p. 53.

CHAP. II. — **ACTION POLITIQUE** 67

I. Droit du Pape d'intervenir dans les questions temporelles, p. 67. — II. Bienveillance du Pape en face des anciens partis, p. 78. — III. Protestations du Pape contre les

lois mauvaises. Lettre à M. Grévy, p. 82. — IV. Doctrine du Saint-Père sur l'acceptation du gouvernement existant, p. 106. — V. Attitude de Léon XIII vis-à-vis du parti républicain, p. 111. — VI. Opposition à la politique pontificale. Les sectaires. Les catholiques. Interprétations outrées. Témérité et fausse prudence. Adhésions totales, p. 113. — VII. Effets heureux de la politique pontificale. Les catholiques. Les libéraux. Le gouvernement. Le peuple. Conclusion, p. 126.

ACTION

INTELLECTUELLE ET POLITIQUE

DE

LÉON XIII EN FRANCE

Le Souverain Pontife Léon XIII commence la 25^e année de son règne. Ceux qui, dans ces derniers temps, ont eu la fortune de le voir et de l'entendre savent que le Pape peut encore gouverner l'Église pendant des années. La voix reste forte et profonde, ses yeux, « deux étoiles dans un vase d'albâtre » animent sans cesse et lumineusement son visage et son front, il supporte des audiences longues et multipliées, des travaux difficiles et suivis, des soucis sans nombre, et cette maigreur extrême et cette constitution si frêle en apparence, cachent une vitalité tenace.

Mais surtout quelle lucidité de pensée ! quelle supériorité de sagesse ! et combien il est

facile de constater que Léon XIII a l'initiative et la responsabilité des actes parus à son compte et qu'il en est l'auteur !

Le Souverain Pontife appelle les hommes par leur nom, il sait la nuance de leurs opinions, il raconte l'histoire de leur vie, il connaît avec exactitude et il définit avec justesse les événements arrivés mais que le public ignore, il intervient directement et en personne dans les conflits, il prend spontanément des résolutions fermes et modérées, et d'aucuns qui sont au courant et désintéressés disent qu'il gouverne par lui-même peut-être plus que jamais. A distance une pareille affirmation paraît invraisemblable à quelques-uns, en présence du Pape il devient clair que c'est la vérité.

En ce qui regarde la France en particulier, ses informations sont précises, il envisage avec une tristesse profonde la gravité de la situation actuelle, et à coup sûr il est sans illusion, bien qu'il ne soit pas sans espérance. Les bruits qui nous représentent le Pape à chaque instant sur le point d'expirer proviennent donc de mensonges aussi odieux qu'inconvenants.

D'autre part, soit dit en passant, personne n'est autorisé à prétendre que ses envoyés et ses ministres ne lui font pas un récit authentique

des faits dont ils sont les témoins ou les confidents. Quand on est de bonne foi, on est obligé, en entendant Léon XIII, de rendre un éclatant hommage à ces prélats et à ces princes de l'Église Romaine, capables sans doute de se tromper, mais se trompant moins que d'autres et traitant des choses avec une sagesse et une conscience que l'on souhaiterait à beaucoup et souffrant en silence des accusations si injustes et si cruellement offensantes que les plus patients d'entre nous, à bon droit en seraient exaspérés.

Le clergé, les fidèles, les hommes sincères de tous les partis auraient grand intérêt à récapituler l'histoire de ces vingt-quatre dernières années. L'action du Pape régnant apparaîtrait dans une magnifique vision :

Tous les points obscurs éclairés par les lumières descendues à flots des hauteurs du Vatican, les erreurs confondues par une raison irréfutable, les œuvres d'enseignement et de salut multipliées et vivant au milieu des tempêtes du dix-neuvième siècle, les plaies sondées dans leur suprême profondeur et touchées avec une habileté infinie, les hiérarchies rétablies, les relations de l'Église avec les peuples redevenues officielles et ordinaires, l'Amérique s'organisant peu à peu dans un catholicisme plus précis et dans

un sens plus orthodoxe, l'Angleterre si froide et si jalouse de son indépendance, ne pouvant retenir son admiration, Bismarck avec ses lois d'oppression vaincu et adouci pendant que les empereurs d'Allemagne viennent au Vatican, la Russie tempérant ses rigueurs et regardant parfois vers Rome avec une inquiétude qui pourrait être le commencement du salut, l'Orient lui-même interpellé et arraché à son sommeil au point de relever de temps en temps la tête pour écouter les oracles de la Papauté; en un mot, Léon XIII s'imposant à l'attention universelle et au respect, gagnant la sympathie et exerçant un tel prestige de sagesse, de supériorité et de gloire, qu'il s'élève au sommet de la société, à une place inaccessible aux personnages les plus illustres et aux princes les plus victorieux; tel est, en partie, du moins, le spectacle que la seule lecture des actes pontificaux présente aux âmes attentives.

Les catholiques ont le droit d'être fiers et le devoir d'applaudir à un règne dont la splendeur incontestée rejaillit sur toute l'Église. L'heure présente est critique et serre douloureusement les cœurs amis de Dieu et les partisans de l'ordre et de l'honnêteté, il y a lieu de craindre des persécutions sans franchise et sans pudeur contre les

fidèles, des calamités pour tous, mais il est permis de le croire, la fureur des sectes est peut-être une preuve que leur puissance est démasquée et menacée, et que leur autorité touche à sa fin.

L'influence de Léon XIII aura efficacement préparé la réaction qui se dessine contre le mal, la clarté et la solidité des enseignements qu'il a donnés, serviraient alors, cela n'est point douteux, à la réorganisation et à la pacification que rien ne défend d'espérer.

Après l'Église universelle, ou si l'on veut, dans l'Église universelle, la France a été le principal souci du Pontife. A-t-il réussi? Son intervention n'a-t-elle pas abouti à l'échec lamentable que les troubles profonds d'aujourd'hui rendent indéniable. Telle est la question à laquelle beaucoup ont répondu dans un sens pessimiste, que nous accuserions volontiers d'être précipité, quoique très affirmatif. L'étude de l'action pontificale nous amène à d'autres idées, et à d'autres conclusions, qui sont appuyées, nous le pensons du moins, sur la justice et sur la vérité.

I

ACTION INTELLECTUELLE

I. — Le 21 avril 1878, quelques semaines après son exaltation, Léon XIII écrivit aux évêques du monde catholique une lettre encyclique sur *les maux de la société, leurs causes et leurs remèdes*. Et parmi les maux qu'il signalait à la vigilance des pasteurs, le premier c'était : « *le renversement si universel des vérités suprêmes sur lesquelles est fondée la stabilité de la société humaine* (1) ».

Sans doute la France n'était point seule à souffrir de ce mal. L'esprit allemand était rempli de rêves incohérents, de théories bizarres, de systèmes ténébreux, péniblement ressuscités des siècles passés, contraires à la nature même de l'intelligence, comme aux premières données du bon sens et de l'expérience. L'Italie n'échappait point à l'erreur, et jusque dans les Universités romaines des principes avaient été acceptés

(1) Encycl. *Inscrutabili*.

qui mettaient en danger l'ordre de la raison et l'ordre de la foi.

Mais parmi les nations catholiques aucune n'avait souffert comme la France, car nulle part l'erreur n'est redoutable comme en France. L'esprit français est absolu, il pousse à bout son idée, la conduisant avec une logique intraitable à ses conclusions suprêmes... Du domaine de la spéculation, il ne tarde pas à la faire passer dans la région de la pratique et de l'action. En outre, si le peuple français a peut-être moins que d'autres le don de la sagesse et de la raison, plus que qui que ce soit, il possède le génie et la passion de l'apostolat, et il propage avec une puissance unique son idée et son sentiment.

Or en France, depuis le seizième siècle, un système s'était emparé des intelligences, se généralisant de plus en plus, s'appliquant progressivement à toutes les branches des connaissances, puis à toutes les catégories des actions ou des institutions, ruinant successivement les bases de la foi et les principes de la philosophie, renversant les fondements de la société humaine et arrivant jusqu'à mettre en question et jusqu'à nier les vérités suprêmes nécessaires au mouvement de l'esprit comme au jeu de la vie.

On peut donner à ce système différents noms

selon les hommes qui l'ont servi ou qui l'ont appliqué avec efficacité aux multiples objets de la connaissance ou de la morale; c'est avec le libre examen le protestantisme dans la théologie; en philosophie, c'est avec le doute méthodique le cartésianisme dans ses variétés infinies; en politique, c'est le libéralisme doctrinal à tous ses degrés; dans l'exégèse, l'histoire, les sciences, c'est l'empirisme exclusif et le positivisme outré; c'est partout la prétention qu'à chacun de se faire à lui-même ses principes, indépendamment de toute autorité, et même de toute certitude préexistante. « *Adnitentibus enim novatoribus sæculi XVI, placuit philosophari citrà quempiam ad fidem respectum, petita dataque vicissim potestate quæ libet pro libitu, ingenioque excogitandi* (1). »

M. Taine nous a décrit d'une manière éloquente les résultats dans la loi politique de cette théorie, au moment où se préparent les éléments et les hommes de la Révolution : « La vieille bâtisse est à bas; la nouvelle n'est pas assise; il s'agit de refaire la société de fond en comble; tous les hommes de bonne volonté sont appelés à l'œuvre, et comme pour tracer le plan, il suffit

(1) *Encycl. Æterni Patris.*

d'appliquer un principe simple, le premier venu peut en venir à bout. Dès lors, aux assemblées de sections, aux clubs, dans les gazettes, dans les brochures, dans toute cervelle aventureuse et précipitée, le rêve politique fourmille.

« Pas un commis marchand formé par la lecture de l'*Héloïse*, point de maître d'école ayant traduit dix pages de Tite-Live, point d'artiste ayant feuilleté Rollin, point de bel esprit devenu publiciste en apprenant par cœur des logogripes du *Contrat social* qui ne fasse une constitution..... Comme rien n'offre moins d'obstacles que de perfectionner l'imaginaire, tous les esprits remuants se répandent et s'agitent dans ce monde idéal; on commence par la curiosité, on finit par l'enthousiasme. Le vulgaire court à cet essai, comme l'avare à une opération de magie qui lui promet des trésors et dans cette fascination puérile, chacun espère rencontrer, à la fois, ce qu'on n'a jamais vu, même sous les plus libres gouvernements, la perfection immuable, la fraternité universelle, la puissance d'acquérir tout ce qui nous manque et de ne composer sa vie que de jouissances (1). »

(1) Mallet-Dupan, *Mémoires*, II, 241.

« C'en est déjà une et très vive que de spéculer ainsi ; on plane dans les espaces : au moyen de huit ou dix phrases toutes faites, grâce à l'un de ces catéchismes de six sous qui courent par milliers dans les campagnes et dans les faubourgs, un procureur de village, un commis de barrière, un contrôleur de contre-marques, un sergent de chambrée, se trouve législateur et philosophe ; il juge Malouet, Mirabeau, les ministres, le roi, l'Assemblée, l'Église, les cabinets étrangers, la France et l'Europe. Par suite, sur ces hautes matières qui lui semblaient pour toujours interdites, il fait des motions, il lit des adresses, il harangue, il est applaudi, il s'admire de raisonner si bien et avec de si grands mots. A présent, c'est un emploi, une gloire et un profit que de pérorer sur des questions qu'on n'entend pas (1). »

Ce qui se passa dans la révolution politique fille du protestantisme et du philosophisme s'est passé, proportion gardée, dans tout le mouvement intellectuel du dix-neuvième siècle, sorti en grande partie du protestantisme, du philosophisme et de la révolution.

Là où l'analyse joue un rôle capital, ce sys-

(1) *La Révolution*, t. II, p. 13, 14, 15.

tème dans ce qu'il contient de légitime a pu amener à un progrès par des études scrupuleuses des faits, par une vérification attentive des expériences, mais on ne saurait dire le trouble, le morcellement, l'instabilité, l'anarchie qu'il a jetés dans les esprits français par ce qu'il renfermait de faux et d'incomplet; en conséquence, les divisions de cœurs et de volontés qu'il a préparées, les excès des hommes et des sectes qu'il a servi à justifier, les malheurs dont il porte la responsabilité. « *La cause des maux qui nous accablent, comme de ceux qui nous menacent, consiste en ce que des opinions erronées sur les choses divines et humaines se sont peu à peu insinuées des écoles des philosophes, d'où jadis elles sortirent, dans tous les rangs de la société, et sont arrivées à se faire accepter d'un très grand nombre d'esprits : Comme en effet, il est naturel à l'homme de prendre pour guide de ses actes, sa propre raison, il arrive que les défaillances de l'esprit entraînent facilement celles de la volonté; et c'est ainsi que la fausseté des opinions, qui ont leur siège dans l'intelligence, influe sur les actions humaines et les pervertit (1).* »

(1) *Æterni Patris.*

Et chose triste à constater, on peut dire que cette philosophie avait pénétré toute l'âme française qui en était imprégnée. Tel qui la rejetait en religion l'acceptait en histoire ou en exégèse, tel qui la combattait à outrance en politique, la défendait avec acharnement dans les sciences ou dans la métaphysique, et la division et la contradiction s'établissaient dans le même esprit. Il n'est pas jusqu'à nos écoles de science et de théologie catholiques, qui n'eussent été envahies par l'erreur. Il faut avoir le spectacle de cet état intellectuel en France pour comprendre la justesse de cette phrase dont chaque mot porte ! « *Le premier de nos maux, c'est le renversement des vérités suprêmes qui appuient la stabilité de la société humaine.* »

On dira peut-être que nous poussons bien loin les conséquences ? Avant nous, la France les a poussées jusque-là dans toute sa vie. Car c'est en vain qu'on essaie de mettre une barrière entre l'ordre idéal, et l'ordre d'action. Si chacun a le droit de penser ce qu'il veut, de plus en plus on sera impuissant à l'empêcher de vouloir et de réaliser ce qu'il pense.

II. — A ce mal radical, dès les premiers jours de son pontificat, Léon XIII apporta un remède. Il

écrivit le 4 août 1879, son encyclique *Æterni Patris* dans laquelle il imposait à nos écoles le retour à la philosophie chrétienne, la philosophie de saint Thomas d'Aquin.

Pour convaincre les fidèles et le clergé surtout de la nécessité de ce retour, Léon XIII dans un substantiel tableau accumulait les arguments les plus capables de persuader : arguments de raison quand il montrait « saint Thomas prince et maître des scolastiques, héritant en quelque sorte de l'intelligence de tous les docteurs du passé, traitant des diverses parties de la philosophie avec autant de pénétration que de solidité, puisant ses conclusions dans les raisons et les principes même des choses, posant des prémisses si étendues et qui contiennent en germe des vérités si innombrables qu'elles fournissent aux maîtres des âges postérieurs une ample matière à des développements utiles qui se feront en temps opportun, arrivant à réfuter à lui seul toutes les erreurs des temps antérieurs, et fournissant des armes invincibles pour dissiper celles qui ne manqueront pas de surgir dans l'avenir, distinguant et unissant par une amitié mutuelle la raison et la foi, sauvegardant les droits et la dignité de chacune, de telle sorte que la raison portée sur les ailes

de saint Thomas, jusqu'au faite de l'intelligence humaine ne peut guère monter plus haut, et que la foi peut à peine espérer de la raison des secours plus nombreux et plus puissants que ceux que saint Thomas lui a fournis. »

Arguments d'autorité quand le Pape rappelle le culte que les Ordres Religieux, centres de vie intellectuelle, les Académies dont la gloire et le prestige éclataient si loin, les Pontifes Romains chargés de diriger l'Église universelle, les Conciles Œcuméniques « dans lesquels brille la fleur de la sagesse, cueillie de toute la terre, » les chefs mêmes de l'hérésie ont rendu à saint Thomas.

Arguments d'histoire quand il raconte la gloire grandissante, et l'unité des Universités de Paris, de Salamanque, d'Alcala, de Douai, de Toulouse, de Louvain, de Padoue, de Bologne, de Naples, de Coïmbre dans lesquelles saint Thomas régnait en prince comme dans ses propres empires, » et au contraire la déchéance de ces mêmes Universités qui virent se multiplier sans mesure les opinions et tombèrent de la multitude des opinions dans le doute, du doute dans l'erreur, à partir du jour où elles eurent abandonné la doctrine qui avait « le suffrage de l'Église ».

Arguments d'utilité actuelle quand il énumère les bienfaits qu'il attend de cette restauration de la doctrine de saint Thomas dans la formation intellectuelle et morale du clergé; dans la conversion de ceux qui « haïssent les principes catholiques; » dans la purification et l'affermissement de la société civile et de la famille, dans le progrès des Beaux-Arts et des sciences physiques elles-mêmes auxquelles la philosophie de saint Thomas sagement enseignée apporterait tant de force, tant de lumière, tant de secours.

Il saisit toutes les occasions de revenir au sujet qui lui tient à cœur, depuis les plus solennelles jusqu'aux plus particulières. S'il félicite les Rédemptoristes d'avoir traduit saint Alphonse de Liguori, il ne manque pas de souligner le culte de celui-ci pour saint Thomas (1); s'il loue M. Vivès d'avoir réédité les œuvres d'Albert le Grand, ce n'est point sans rappeler les liens du Bienheureux avec le Docteur Angélique (2), s'il se réjouit que les Franciscains aient publié à nouveau les travaux de saint Bonaventure, il se garde de passer sous silence l'amitié, la ressemblance de doctrine et de sainteté qui rap-

(1) Lettre aux PP. Dujardin et Jacques, 18 août 1879.

(2) Lettre à M. Vivès, 10 décembre 1889.

prochent les deux maîtres (1); s'il applaudit au projet d'élever un monument à Dante et de faire une impression plus soignée de son poème, il voit encore un moyen de propager les pensées de saint Thomas que Dante a exprimées avec génie (2).

Il s'adresse aux Ordres Religieux les plus versés dans les études pour expliquer spécialement le rôle qu'ils doivent jouer dans cette restauration. Sans parler de l'ordre de saint Dominique qui « revendique l'illustre Maître comme une gloire lui appartenant », les Bénédictins, les Franciscains, les Jésuites ont reçu de Léon XIII des lettres précieuses dans lesquelles le pape appliquait à chacun d'eux son dessein.

Chaque Évêque, chaque Université, chaque Séminaire est comme personnellement avisé du projet du Pontife, de l'importance qu'il y attache, des bénéfices propres que tous retireront de cette rénovation de la sagesse.

Pendant vingt-trois ans, Léon XIII n'a pas cessé d'affirmer sa pensée, de la répéter dans des Encycliques, dans des brefs, des lettres, des audiences, des conversations privées dont il serait impossible d'indiquer le nombre. Il la pré-

(1) Lettre au Général des Frères Mineurs, 13 décembre 1885.

(2) Lettres au cardinal Galeati, 20 mars 1892, et à J. Poletto, 3 novembre 1894.

cise avec détail quand il enseigne que saint Thomas a traité avec une égale compétence de toutes les questions philosophiques : « des lois du raisonnement, de Dieu et des substances incorporelles, de l'homme et des autres créatures sensibles, des actes humains et de leurs principes (1) » ; que ses solutions « répondent aux *nécessités de tous les temps, et suffisent à la réfutation des erreurs perpétuellement renaissantes* » (2) ; que la défense de la foi, « le progrès de la science, le salut de la société sont en jeu » (3).

Lui-même, pour prouver l'actualité de cette doctrine et la proportion qu'elle a avec les problèmes du jour, s'en sert continuellement dans l'enseignement de l'Église. Qu'il s'agisse d'exposer une vérité ou de condamner une erreur, de question politique ou sociale, de mariage chrétien ou de vie religieuse, de gouvernement, d'unité, d'autorité ou de liberté, de vice ou de vertu, de l'action du Saint-Esprit ou de l'inspiration scripturaire, de piété, de prédication, d'histoire, du droit des princes, du devoir des fidèles ou du sort des ouvriers, Léon XIII fait appel aux principes de saint Thomas pour

(1) *Æterni Patris*, 4 août 1879.

(2) 4 août 1880.

(3) *Ibid.*, Lettre à M. Pidal, 12 décembre 1884.

mettre les vérités les plus diverses sous les yeux du peuple chrétien et dans toute leur splendeur (1).

III. — Le Saint-Père ne préconisait pas seulement une idée, il manifestait une volonté et il imposait une direction.

Cette décision n'était pas signifiée dans des mots vagues susceptibles de diverses interprétations, mais dans un langage clair et absolu qui ne laissait ni aux fidèles, ni au clergé la liberté de marcher dans une voie différente de celle qui avait été tracée.

A chaque instant le Pape parlait des *prescriptions* qu'il avait promulguées et de la *nécessité* de restaurer la philosophie de saint Thomas.

« *Nous voulons*, disait-il au cardinal de Lucca, le 15 octobre 1879, que par-dessus tout, les docteurs rivalisent de zèle et de vigilance, pour distribuer avec une suave efficacité, en les expliquant et en les développant à leurs auditeurs, les richesses de doctrine qu'eux-mêmes auront puisées avec soin dans les ouvrages de saint Thomas. »

(1) Voir *Encycliques de Léon XIII.*

« Plus d'une fois, cher Fils et vénérables Frères, écrit-il au cardinal Dechamps, archevêque de Malines et aux évêques de Belgique, nous vous avons fait connaître quelle importance nous attachions à ce que la sagesse de saint Thomas fût restaurée dans les Écoles Catholiques, et traitée partout avec le plus grand honneur... Poussez résolument votre entreprise, et veillez avec zèle, à ce que dans votre Académie de Louvain, les sources fécondes de la sagesse chrétienne, jaillissant des œuvres de saint Thomas d'Aquin, remplissent largement et abondamment l'esprit des auditeurs, pour se répandre avec utilité dans toutes les sciences. »

Le 9 juillet 1890, il s'adresse en ces termes à la *Civiltà Cattolica* (1) : « Les écrivains *devront s'imposer la loi* de suivre saint Thomas dans la double faculté de Philosophie et de Théologie, et de mettre principalement leur zèle à cultiver et à défendre sa doctrine. C'est pourquoi, bien que nous n'ignorions pas les louanges qu'ils ont déjà méritées à ce sujet, en se mettant au nombre des disciples habiles et vigoureux du Docteur Angélique, cependant *nous voulons* que ce qu'ils ont déjà fait spontanément et résolument, ils le poursuivent persuadés par nous et par notre ordre plus résolument encore. »

Le 30 décembre 1892, il terminait ainsi la longue lettre par laquelle il ordonnait à la compagnie de Jésus de prendre saint Thomas pour maître en philosophie et en théologie.

« Enfin, pour donner plus de force et plus de solidité à nos prescriptions, et afin qu'elles produisent des résultats meilleurs et plus amples, nous décrétons que ces Lettres Apostoliques, données en forme de bref, devront être regardées par tous, dans toute la Société de Jésus, comme une loi définie et perpétuelle en ce qui touche le choix des doctrines. »

Le 25 novembre 1898, il mandait aux Frères Mineurs : « Notre lettre Encyclique *Æterni Patris*, a suffisamment montré la voie qu'il faut suivre dans l'étude des sciences supérieures. S'éloigner sans réflexion et témérairement des préceptes du docteur angélique est contraire à notre volonté et plein de périls... Ceux qui veulent être vraiment philosophes (et les religieux doivent surtout le vouloir) *sont obligés* d'établir les principes et les bases de leur doctrine sur saint Thomas d'Aquin. »

L'intention du Pape est qu'on s'attache à saint Thomas lui-même, « puisé à ses propres sources, ou du moins à ces ruisseaux qui sortis de la source même coulent encore purs et lim-

pides, au témoignage assuré et unanime des docteurs : qu'on écarte au contraire l'esprit des adolescents de ceux qu'on prétend dériver de la source, mais qui, en réalité, se sont gonflés d'eaux étrangères et insalubres (1). » Les principes fondamentaux du Maître Angélique, et ses conclusions doivent être adoptées en Philosophie et en Théologie, et dans toutes les parties de ces deux sciences. Si, par extraordinaire, il est un point qu'il n'ait pas traité, il faut prendre garde de lui donner une solution qui soit en opposition avec son enseignement. S'il se rencontre des docteurs en désaccord avec saint Thomas, quel que soit par ailleurs leur mérite, l'hésitation n'est pas permise, les premiers doivent être sacrifiés au second » (2).

La méthode de l'Ange de l'École est la plus excellente dont les catholiques puissent user (3), et le Pape va jusqu'à demander qu'on emploie « ce style apaisé, cette forme grave, dont se sert saint Thomas non seulement quand il enseigne, mais quand il défend la vérité, et quand il presse ses adversaires et qu'il les poursuit (4),

(1) *Æterni Patris*.

(2) Lettre du 30 décembre 1892 à Compagnie de Jésus, *passim*, *Gravissime Nos*.

(3) *Æterni Patris*.

(4) Lettre au Cardinal Dechamps, 3 août 1881.

sachant que la science dont le clergé sera imbu aura d'autant plus de solidité, qu'il se laissera plus profondément pénétrer des doctrines de saint Thomas (1) ».

Des actes nombreux venaient ajouter à l'autorité de ces enseignements et de ces prescriptions.

Le 15 octobre 1879, une Académie de Saint-Thomas était créée à Rome; le 18 janvier 1880, les Dominicains étaient chargés de faire une nouvelle édition des œuvres du Maître, aux frais du Saint-Siège; le 4 août, le Docteur angélique était déclaré patron des « Universités, des Académies, des Lycées et des Écoles Catholiques »; le 14 octobre 1881, de nouvelles leçons étaient insérées au bréviaire romain, et des additions faites au Martyrologe pour la fête du saint.

Le Pape repousse toute doctrine, tout système en désaccord avec la philosophie et la théologie qu'il veut restaurer. A différentes reprises, il s'attaque aux théories, issues des innovations du xvi^e siècle. En Italie, dans plusieurs lettres il condamne les spéculations ros-

(1) Lettre au P. Berthier, O. P., 29 août 1892.

miniennes; dans la Lettre au Clergé français, il exclut les philosophies « d'origine protestante et d'importation étrangère »; en un mot, il réproouve tout enseignement qui vient contrarier l'impulsion intellectuelle qu'il a si grand souci de donner.

Il appelle, il maintient, il rétablit les professeurs qui travaillent à la réalisation de ses vœux, il élève à d'autres fonctions les recteurs et les docteurs qui ne marchent pas dans la voie tracée par lui, il interdit qu'on donne des chaires aux jeunes gens, moins aptes et moins portés à enseigner selon ses vues; il entend au contraire promouvoir ceux dont l'esprit docile s'attache avec plus d'application à l'étude de saint Thomas (1).

Il désirerait garder dans les Collèges et dans les Universités ceux qui entrent dans son dessein et sont puissants à le seconder. Et c'est à regret que, trouvant dans l'attachement de Zigliara, de Satolli, de Battaglini, de Lorenzelli, de Talamo, de Lepidi et d'autres, à la doctrine de saint Thomas, dans leur zèle à la propager, dans leur compétence à l'interpréter, des garanties de la pureté de leur foi, de leur intel-

(1) Lettre à la Compagnie de Jésus, *Gravissime Nos*.

ligence des questions, de leur sagesse dans le gouvernement, de leur obéissance au Saint-Siège et de leur dévouement à l'Église, Léon XIII se voit dans la nécessité de les faire monter aux postes les plus importants de la prélature et de la diplomatie.

Après les actes, viennent des institutions que le Pape multiplie souvent à ses frais, et dont il ordonne, il encourage et il soutient partout la multiplication. Il travaille avec une persévérance inouïe à fonder autour du Vatican et des grandes universités romaines des collèges pour toutes les nations et des maisons d'études pour toutes les congrégations religieuses. Il amène, on peut dire, le clergé de tous les peuples et les religieux de tous les ordres s'abreuver à Rome même au torrent de la sagesse thomiste.

A côté de l'Université Grégorienne, de l'Université de la Minerve, de la Propagande, etc., on voit se fonder, sous la protection du Pontife, le Séminaire Belge, le Séminaire Canadien, le Collège des Bohêmes, des Espagnols, des Américains, des Italiens, des Arméniens, des Maronites, des Bénédictins, des Franciscains, des Carmes, des Capucins, etc., etc., autant de centres lumineux, groupés autour de ce « soleil qui réchauffe la terre du rayonnement de ses ver-

tus et la remplit de la splendeur de sa doctrine » (1), saint Thomas d'Aquin.

IV. — On devine quelle place occupait la France dans cette pensée et dans cette volonté de restauration intellectuelle, et combien elle entraînait spécialement dans la sollicitude doctrinale du Pontife. Il ne cessa de le dire particulièrement dans des lettres, des conversations personnelles, à nos recteurs d'Universités, à nos Évêques et Archevêques, à nos Supérieurs et Professeurs de Séminaires, à nos chefs d'Ordres Religieux. Depuis les paroles qu'il écrivait en 1879 et en 1880, au Coadjuteur de Bordeaux, aux Évêques d'Autun, de Clermont, aux Archevêques de Paris, de Cambrai, etc., jusqu'aux brefs qu'il adressait dernièrement aux Évêques de Verdun du Mans et à l'Université de Toulouse, Léon XIII a saisi toutes les occasions de nous rappeler que sa pensée et sa volonté s'appliquaient d'une manière pressante à notre clergé et à notre nation.

Mais le 8 septembre 1899, le Pape envoyait aux Archevêques, aux Évêques et au Clergé de France, un document à la fois d'une plus grande autorité et d'une plus grande netteté et dont les questions intellectuelles occupaient une part

(1) *Æterni Patris.*

capitale. Le Pontife nous rappelait les enseignements de son Encyclique *Æterni Patris*, et il en recommandait à nouveau la lecture « aux séminaristes et à leurs maîtres ». Il réprouvait deux fois encore « ces doctrines qui n'ont de la vraie philosophie que le nom, et qui, ébranlant la base même du savoir humain, conduisent logiquement au scepticisme et à l'irréligion, » et il déplorait « que depuis quelques années, des catholiques eussent cru pouvoir se mettre à la remorque d'un subjectivisme radical ». « Par dessus tout, il importe, déclarait-il, que *durant deux ans au moins*, les élèves de vos grands séminaires étudient avec un soin assidu la philosophie *rationnelle* ».

Plus loin, parlant de la Théologie et de « l'ardeur avec laquelle on doit la cultiver, comme étant ce qu'il y a de plus fructueux dans l'Église, » il disait : « Est-il besoin d'ajouter que le livre par excellence où les élèves pourront étudier avec plus de profit la théologie scolastique est la somme théologique de saint Thomas d'Aquin ! Nous *voulons* donc que les professeurs aient soin d'en expliquer à tous leurs élèves la méthode, ainsi que les principaux articles relatifs à la foi. Nous recommandons également que tous les séminaristes aient entre les mains

et relisent souvent le livre d'or, connu sous le nom de Catéchisme du saint Concile de Trente ou Catéchisme romain » (1).

Et voici, comment Léon XIII achevait cette lettre : « Nous avons la ferme confiance que *Nos prescriptions* et *Nos conseils*, uniquement inspirés par notre affection paternelle, seront compris et reçus par vous, selon le sens et la portée que Nous avons voulu leur donner en vous adressant ces lettres. »

Donc, dans l'Église universelle, et en France en particulier, personne ne peut ni ne pouvait en douter, la volonté du Pape était que l'on restaurât la doctrine philosophique et théologique de saint Thomas, cette doctrine qui « ayant le suffrage de l'Église, » avait autorité dans l'Église non seulement de par sa valeur intrinsèque, mais de par les déclarations successives et officielles, des Conciles, des Papes et spécialement de Léon XIII, comme saint Augustin avait autorité dans les questions de la grâce, quand Jean II avait affirmé que selon les décisions de ses prédécesseurs, « l'Église romaine confirmait et suivait la doctrine » de l'évêque d'Hippone.

(1) On sait que ce catéchisme, composé par de fidèles disciples de saint Thomas, est un résumé admirable de sa doctrine.

V. — Quels résultats inappréciables eussent été obtenus si nous eussions mis toute notre bonne volonté à suivre cette direction et à étudier saint Thomas ! que de maux évités ! que d'erreurs dissipées ! que d'énergies utilisées ! que de heurts et de divisions néfastes qui ne se seraient pas produits !

En politique, on n'aurait pas affirmé que la forme monarchique soit la seule qu'un Français puisse accepter, mais on n'aurait pas écrit, par une exagération contraire, que la république et le parlementarisme sont parmi nous la forme idéale et définitive du gouvernement. On aurait appris qu'en soi, le régime monarchique est le plus parfait, qu'étant données les infirmités des hommes, l'autorité d'un seul, tempérée par les conseils de plusieurs sages, choisis dans le peuple et par le peuple, est ce qu'il y a de plus pratique. On n'aurait pas confondu ce régime, dont le type, dit saint Thomas, nous est montré dans la loi de Moïse, avec le parlementarisme actuel qui est le gouvernement de plusieurs. On saurait qu'en dernière analyse toutes les formes de gouvernement sont acceptables, et que la meilleure pour chaque nation, est celle qui convient davantage à son génie, et qui garantit le plus sûrement son

bien (1). Les sages eussent profité des analyses souvent pleines d'exactitudes, des expériences scrupuleusement vérifiées, des études très fines de la philosophie moderne, ils auraient justifié ce qu'il y a de légitime dans le positivisme et dans les systèmes contemporains qui empêchent l'esprit de raisonner en l'air, loin de la réalité, mais ils eussent refusé leur adhésion à des théories qui précisément manquent d'appui dans les choses; et proviennent des novateurs du xvi^e siècle, des étrangers, des protestants et conduisent au scepticisme absolu et à l'infidélité.

Loin d'être entravé, le progrès des sciences physiques se fût opéré plus sûrement à l'école de ces maîtres qui ont enseigné que l'intelligence ne peut s'élever que par les choses sensibles à la connaissance des êtres incorporels et immatériels (2). « Mais ces faits constatés, les savants auraient compris qu'il faut s'élever plus haut, et s'appliquer avec soin à reconnaître la nature des choses corporelles et à rechercher les lois auxquelles elles obéissent, ainsi que les principes d'où elles découlent, et l'ordre

(1) *Somma theol.* I^a p. q. 103. art. 3. et I^a II^æ q. 95. art. 4. et q. 105, art. 1.

(2) *Æterni Patris.*

qu'elles ont entre elles, et l'unité dans leur variété, et leur mutuelle affinité dans la divinité (1). »

Un champ immense fût resté ouvert à l'exégèse, à l'archéologie, à l'histoire, un champ que bien des générations ne suffiraient pas à explorer. Les langues orientales, les travaux de la critique seraient mis à contribution, « les études des hétérodoxes sagement utilisées, pourraient parfois aider l'interprète catholique » (2), mais on tiendrait grand compte de la théologie, du témoignage des saints Pères, des coutumes et de la liturgie de l'Église. On s'assurerait que les décisions de la foi sont bien à l'abri, on ne négligerait pas « les excellents ouvrages que les nôtres nous ont laissés » pour leur préférer les livres des hétérodoxes, on n'accorderait pas trop d'autorité aux auteurs profanes, on craindrait d'écarter des livres saints, les prophéties, les miracles, les faits surnaturels, on se distinguerait soigneusement de ces hommes aux dispositions « vraiment trop hostiles » qui étudiaient pour trouver des erreurs dans les saintes Écritures, et l'on ne retomberait pas dans les excès de cette « *haute critique*, dont les disciples affir-

(1) *Æterni Patris.*

(2) *Providentissimus Deus.*

ment que l'origine, l'intégrité, l'autorité de tout livre ressortent, comme ils disent, des seuls caractères intrinsèques (1) ». A l'école de saint Thomas d'Aquin, on serait moins avide de nouveauté, on précipiterait moins ses conclusions, on vérifierait plus scrupuleusement les affirmations et les documents. On serait en sûreté auprès de celui qui pour *avoir profondément vénéré les docteurs du passé, hérita en quelque sorte de l'intelligence de tous* (2), on serait à l'aise en suivant un docteur qui, sur la philosophie, a émis ce principe applicable aux autres sciences : « Pour ce qui concerne les opinions que les philosophes ont communément professées et qui ne sont pas contraires à notre foi, il me semble qu'il est plus sûr de ne pas les affirmer comme des dogmes, bien que quelquefois elles soient introduites dans le raisonnement au nom de ces philosophes, et de ne pas les noter comme contraires à la foi pour ne pas fournir aux sages de ce monde l'occasion de mépriser votre doctrine » (3). Et ainsi on resterait dans la vraie science, mais on échapperait au danger que quelques-uns ont couru, en ne se mettant

(1) *Providentissimus*.

(2) *Æterni Patris*. Cajetan cité par Léon XIII.

(3) Opusc. X, cité par Léon XIII. *Providentissimus*.

pas assez en garde « contre des tendances inquiétantes qui cherchent à s'introduire dans l'interprétation de la Bible et qui, si elles venaient à prévaloir, ne tarderaient pas à en ruiner l'inspiration et le caractère surnaturel (1) ».

Dans les questions sociales, on se fût mis courageusement en face des *situations nouvelles*, pour les traiter avec les principes immuables de l'Évangile et de la raison, mais on n'eût point confondu la justice commutative avec la justice générale, encore moins les devoirs qu'elle impose avec les obligations de la charité. Les droits des humbles eussent été courageusement défendus, sans qu'il fût possible de signaler des paroles ou des actes qui parussent favoriser des sectes que l'Église condamnait.

La prédication appuyée sur des pensées profondes et chrétiennes eût illustré la vérité ; montrant ce qu'il y a de raisonnable, de sublime, de concordant dans notre dogme et dans notre morale, revêtue d'une forme grave, étrangère à ce mode profane et léger de parler, qui parfois peut plaire aux âmes mondaines, mais qui compromet le ministère apostolique sans être d'aucun profit pour le salut.

(1) Lettre au Clergé français.

Dans la vocation sacerdotale tout eût été relevé, le catéchisme des enfants, la direction des fidèles, l'autorité du prêtre. La piété eût trouvé des bases solides, des lumières et des consolations, et l'humilité, si nécessaire dans l'étude et si capitale dans la piété, eût pénétré les âmes mises en contact avec ce Docteur Angélique « qui n'était pas moins grand par sa vertu et par sa sainteté que par sa sagesse (1) ». Et nous aurions moins eu sous les yeux le spectacle de ces jeunes gens qui souvent savent peu et prétendent beaucoup, impatients de paraître, préoccupés, sans s'en rendre compte peut-être, de produire leurs pensées qui ne sont que banales, leurs personnes qui sont ordinaires, plus que de servir la vérité.

VI. — Enfin, quelle a été l'action efficace de Léon XIII dans cette restauration de la Philosophie et de la Théologie chrétienne au milieu de nous?

Immense. D'abord, en face des systèmes plus ou moins suspects qui se partageaient l'esprit français, une autre philosophie apparaissait que l'Église proclamait la philosophie chrétienne, que beaucoup d'âmes pleines de confiance dans la mission surnaturelle du Saint-Père se prenaient à étudier avec courage et selon leurs

(1) *Lettres apostoliques*, 4 août 1880.

moyens, et à enseigner selon leur vocation. Le travail entrepris se poursuivait lentement sans doute, mais progressivement et ramenait notre raison égarée dans la vraie voie et à une défense plus puissante de la foi.

A Rome, toutes les nations étaient représentées autour des collèges où saint Thomas était en honneur. La France y avait sa place. A la procure de Saint-Sulpice, au Séminaire français, à Saint-Louis des Français, des jeunes gens se préparaient en suivant les cours de la Minerve ou du Collège Romain à rapporter en France la doctrine qu'ils avaient apprise. Il n'est guère de diocèse qui ne compte de ces prêtres plus consultés par leurs confrères, et plus estimés par leurs évêques. Et il nous a été donné de constater dans plusieurs séminaires tenus par des séculiers, que saint Thomas était enseigné avec zèle et connu avec exactitude.

Les Sulpiciens et les Lazaristes, les deux Congrégations qui avaient la direction de la plus grande partie de nos Séminaires députaient dans la ville Éternelle, leurs meilleurs sujets qui se formaient sous l'enseignement des PP. Zigliara, Lepidi, Buonpensiere, etc., à l'étude du Docteur Angélique. M. Farges de la société fondée par M. Olier, reçut même une lettre de félicitations

dans laquelle Léon XIII étendait à tout son Institut les louanges qui lui étaient plus personnellement accordées. Les fils de saint Vincent de Paul fondaient une Revue (1), qui portait dans toute leur congrégation les principes et les conclusions de saint Thomas. Du sein de ces deux sociétés religieuses, la doctrine se répandait dans plus de quarante Séminaires et plus de quarante Diocèses où le clergé était formé par elles. Aux écoles de Rome on trouvait encore des Assomptionnistes, des Marianites, des Maristes, des Bénédictins et même des Trappistes. Les Rédemptoristes, héritant du respect de saint Alphonse pour saint Thomas, profitaient de la confiance que leur piété et leur esprit apostolique leur avaient gagnée dans le clergé pour répandre à l'occasion des retraites ecclésiastiques le culte des deux docteurs auxquels ils étaient attachés.

Puis, dans nos Universités, des chaires de Philosophie et de Théologie thomistes s'étaient créées, tenues par des prêtres séculiers, des Jésuites, des Maristes, des Dominicains qui rivalisaient de zèle et dont plusieurs méritaient d'attirer l'attention et aussi de voir autour d'eux un plus grand nombre d'élèves.

(1) *Divus Thomas.*

Des Revues se publiaient, les manuels de Zigliara, de San-Severino, de Liberatore, pénétraient dans les chambres des séminaristes, et dans les presbytères. — Et grâce à tout cela, quand une question s'agitait, les partisans de saint Thomas avaient la parole, réussissant à se faire écouter, sinon à se faire accepter.

Du monde ecclésiastique le mouvement se propageait chez les simples fidèles. Le P. Monsabré à Notre-Dame exposait pendant vingt ans et avec un succès qui ne fléchit pas, tout le dogme catholique, et une grande partie de la morale (1), expliqués d'un bout à l'autre par la Somme du Docteur Angélique. A l'élite qui lui resta fidèle, M^{sr} d'Hulst sut souvent traduire dans son langage sobre et souverainement français, des arguments dont les plus solides étaient puisés à la même source.

Dans plusieurs villes, dans plusieurs milieux, des conférences furent instituées avec des succès divers, ayant pour but de répandre la science de saint Thomas et dans l'ensemble elles ne restèrent pas sans effet.

Des laïcs même s'essayèrent à cette œuvre

(1) *Retraites pascales.*

catholique, M. Gardair réussit à se faire goûter plusieurs années de suite à son nombreux auditoire de la Sorbonne, et M. Georges Goyau écrit dans la *Revue des Deux-Mondes*, des articles fort appréciés dont la partie métaphysique est souvent traduite et empruntée de saint Thomas.

Le progrès réalisé est donc considérable et Dieu n'a point permis que la parole de son vicaire fût perdue parmi nous, mais la science, l'orthodoxie, la prédication, la piété ont déjà largement profité dans le courant nouveau qu'elle a créé.

VII. — Nous sommes pourtant très loin d'avoir atteint l'idéal, très loin même du but réalisable. Et quel qu'ait été le sérieux de l'effort et l'importance du résultat, ce qui reste à faire, et ce qu'il faut que nous fassions est énorme.

Il n'est pas inutile de se demander pourquoi le mouvement voulu par Léon XIII n'a pas entraîné universellement et produit les fruits qu'on avait le droit d'en attendre.

D'abord, il y avait une multitude d'entraves variant suivant les milieux et les diocèses et que nous ignorons, il en est d'autres, qu'on pourrait indiquer dont il ne nous appartient pas de parler.

Qu'il nous suffise d'indiquer les difficultés générales indépendantes de la volonté des hommes, puis les causes qu'il eût été de notre devoir de ne pas opposer à l'ordre du Saint-Père.

Il est toujours extrêmement malaisé de changer le cours de la pensée humaine, mais Léon XIII entreprenait une œuvre d'autant plus épineuse, qu'il avait le désir de faire passer l'esprit d'un courant, dans le courant contraire. Nous l'avons dit, la doctrine cartésienne avait en France toutes les faveurs, l'atmosphère intellectuelle en était saturée. On peut même dire qu'il était comme impossible de ne pas en être imprégné. L'Université, en effet, faisait les programmes de l'enseignement, auxquels dans nos collèges on était obligé de se conformer, si l'on voulait réussir aux examens. Mais non seulement, les jeunes gens, destinés aux diverses carrières du monde et élevés dans nos collèges devaient passer par ces examens, pour avoir le droit d'enseigner, les professeurs appartenant au clergé devaient prendre les grades; pour arriver aux grades du baccalauréat, de la licence, du doctorat, il était indispensable de se soumettre aux jurys et aux programmes de l'Université. On ne cessait de crier, on criait trop contre les hommes, les idées,

les efforts de celle-ci, — car de son sein sont venus plus d'une fois, des exemples et des réactions qu'il eût été bon d'imiter — et souvent, plus qu'il n'était nécessaire, on demeurerait son esclave.

Aux mains des enfants et des professeurs, on ne trouvait guère que ses manuels de philosophie, de littérature, d'histoire, de science, et tout cela trempait dans les doctrines que l'Église repoussait l'âme des maîtres et des élèves.

Au sortir du Petit Séminaire, les jeunes gens destinés au sacerdoce, étaient souvent, les plus intelligents du moins, préparés pour nos collèges libres, si nombreux et si nécessaires. Quand on était obligé de viser les grades élevés, des années, celles qui auraient été consacrées aux sciences sacrées, peut-être, devaient être dépensées à l'étude des programmes officiels. Comment après cela retourner ces esprits, pour leur inculquer la doctrine opposée à celle dont ils étaient imbus, comment les empêcher d'exercer une influence sur leurs confrères contraints de reconnaître leur supériorité de culture, comment arrêter ce courant de la pensée nouvelle, dans laquelle, l'exactitude des détails et les vérités partielles servaient si bien à déguiser la fausseté des principes généraux ?

Il y aurait eu un moyen d'aboutir peut-être à d'autres résultats. Nous nous permettons de l'indiquer sachant que plusieurs hommes compétents ont pensé à l'employer. C'eût été de donner d'abord à tous les jeunes gens destinés au sacerdoce une éducation cléricale solide, de les former dans la science de la Philosophie chrétienne et de la Théologie, de prendre un soin particulier de ceux qui étaient mieux doués et plus vertueux.

Puis quand cette formation essentielle aurait été achevée, il eût fallu choisir ceux qui avaient des dispositions pour des sciences spéciales, pour la littérature, pour l'histoire, pour l'exégèse, et que leur fermeté de conviction, leur solidité de vertu et d'humilité et leur jugement auraient empêchés de s'égarer, et les y appliquer. Mais nous le reconnaissons, cela supposait que l'on avait du temps devant soi et des sujets, et de l'argent, autant de choses qui manquaient dans beaucoup de diocèses et beaucoup d'instituts. Nous estimons pourtant, qu'en faisant des sacrifices pendant quelques années, on aurait été largement récompensé.

Malgré l'opposition que l'idée de Léon XIII rencontrait dans l'organisation générale de l'en-

seignement, il nous restait assez de ressources pour arriver à un résultat supérieur à celui que nous avons obtenu.

La marche a d'abord été entravée par des hommes qui ont combattu la restauration de la doctrine de saint Thomas, de toutes leurs forces. Dans ces derniers temps, en particulier, des affirmations se sont produites, et même des irritations se sont manifestées que nous ne pouvons comprendre. D'un côté, ces penseurs, ignoraient d'ordinaire complètement la science préconisée, et la repoussaient sans même essayer de la connaître. « *Quando enim pro sæculi arrogantia multi multa superiorum ætatum fastidio habent et vituperant, quæ ne noverunt quidem...* (1). » D'autre part, ils étaient de bonne foi, et se croyaient dans leur droit en pensant que la vérité surnaturelle est indépendante de tout système humain, ce qui est vrai, si l'on prend cette vérité en Dieu, ce qui est faux, si on la prend en nous. Car, pour n'en donner qu'un exemple, la philosophie qui conduirait explicitement ou logiquement à la négation de l'existence de Dieu, de la spiritualité, de l'immortalité, de la liberté de l'âme ne ruinerait pas la vérité surnaturelle

(1) Lettre à M. Farges, 21 mai 1892.

en Dieu, mais la ruinerait bien en nous. Enfin, il ne venait pas à l'idée de ces hommes que le Pape pût avoir le projet d'imposer une philosophie. Ils semblaient ignorer l'importance de l'acte par lequel un saint est proclamé docteur de l'Église, l'importance plus grande de la résolution par laquelle l'Église fait sienne la pensée de ce docteur, et le droit incontestable que la même Église a d'exiger, non pas seulement qu'on la défende, mais encore qu'on la défende avec les armes qu'elle aura indiquées et non avec d'autres. Ce qui peut surprendre, c'est que devant les documents si nombreux, devant les volontés si expresses, et les avertissements si graves de Léon XIII on se soit cru permis de persévérer dans une autre tactique et dans d'autres idées.

L'hostilité est souvent venue aussi des sciences expérimentales. Celles-ci avaient fait des progrès qui sont l'objet de l'admiration universelle, et que le Pape a célébrés avec enthousiasme. Mais les docteurs de ces sciences, habitués à l'exactitude des observations, plus qu'à la rigueur du raisonnement étaient peu aptes à goûter la scolastique, avaient peu le temps de l'étudier, peu de moyens de la connaître, et peu de compétence pour la juger.

Avec quel dédain ne la traitaient-ils pas, surtout si elle avait l'audace de critiquer leur facilité à abuser eux-mêmes de l'a-priori, quand ils généralisaient trop tôt et concluaient à des lois universelles alors qu'ils n'avaient que le droit de conclure à des phénomènes isolés. Ajoutons que, trouvant souvent en défaut les sciences physiques du moyen âge, ils n'hésitaient pas au nom des principes qui leur permettaient de condamner justement celles-ci, à condamner injustement la philosophie qui ne s'appuyait nullement sur elles... L'autorité de ces savants dans leur domaine, donnait du poids à leur affirmation, même sur un terrain où ils étaient incompetents.

Mais nous l'avons dit, les esprits ne manquèrent pas qui entendirent la parole de Léon XIII et s'efforcèrent de la suivre. On peut les diviser en trois catégories, dont le succès dépendit de la perfection avec laquelle ils surent prendre à la lettre les enseignements du Pontife.

Les premiers ne donnaient en fait qu'une adhésion partielle et restrictive. Plusieurs n'avaient qu'une confiance très limitée dans l'efficacité du remède indiqué à nos maux. Aussi se contentaient-ils de vérités prises par-ci par-là

dans le Docteur angélique, sans grande préoccupation de lui rester fidèle avec continuité. Leur idéal, au fonds, était un éclectisme consistant à vouloir composer les principes de la philosophie traditionnelle avec les principes de la sagesse contemporaine, et après cela, ils se croyaient le droit de dire qu'ils étaient dans le mouvement pontifical tout en souriant aux écoles actuelles.

Cette position était fausse, et ne pouvait servir efficacement la volonté du Pape d'abord parce que Léon XIII l'avait dit et répété, il y avait dans les écoles actuelles des principes inconciliables avec la science de saint Thomas comme avec la foi, et en second lieu, parce qu'il faut peu connaître l'angélique Docteur pour croire que l'on puisse ainsi faire une sélection sans compromettre tout l'édifice. La chaîne de la raison se brise, et l'on ne peut en remplacer les anneaux. Et ces auteurs en abandonnant le maître d'un côté, fournissaient des armes puissantes pour le combattre sur les points qu'ils avaient acceptés.

D'autres ne manquaient ni de sincérité, ni de zèle, c'est avec ardeur qu'ils désiraient la restauration projetée, et qu'ils travaillaient de leur mieux à cet effet. Mais préoccupés avant tout de prouver que saint Thomas répondait aux besoins de l'esprit moderne, et non d'exposer sa

doctrine dans son ampleur et dans l'ordre qu'il avait suivi, ils s'en prirent aux livres, aux articles qui venaient de paraître, aux hommes qui représentaient avec un éclat, peut-être éphémère les différents systèmes. Plus le débat était particulier, et plus ils se croyaient sûrs d'attirer l'attention et de remporter la victoire. C'était une erreur, et pour avoir voulu être trop modernes, ils perdaient la puissance qu'ils auraient pu exercer sur les modernes mêmes. La plupart du temps, on ne présentait de la doctrine que ce qui semblait nécessaire à la réfutation de l'adversaire. Et comme la philosophie contemporaine se plaît dans le détail et y excelle, c'est sur un détail souvent subtil, par conséquent sur un petit côté du thomisme que l'on prétendait arrêter la pensée. Notre doctrine perdait ses principaux avantages, on ne voyait apparaître ni la magnificence des horizons qui émerveillent, ni l'unité de l'ensemble, ni la connexion des parties, ni les rigueurs du procédé; on s'éternisait là où il y avait le moins d'intérêt, le moins de lumière, le moins de grandeur, comme si l'on retenait un auditeur sur une réponse à une objection dans un article de saint Thomas, sans mentionner le corps et la substance même de l'article.

Les personnes directement mises en jeu, parfois contredites avec insistance et à bon droit, sans doute, les côtés défectueux de leurs procédés, de leurs théories soulignés fréquemment, tout cela blessait les susceptibilités, créait des défiances, indisposait les esprits, et faisait croire que les scolastiques étroits dans leurs conceptions, étaient peu au courant des besoins et des conceptions de notre temps. Et l'on s'exposait à ne point atteindre ceux que l'on visait trop et toujours.

Un second défaut de cette même catégorie de professeurs ou d'auteurs et une des raisons de leur insuccès, vient de ce qu'ils ont abandonné en grande partie le style de saint Thomas et le langage français qui lui correspondait.

Rêvant toujours d'aborder les savants du jour et un peu de tous les pays, ils ont emprunté aux langues allemandes et anglaises, aux philosophes, aux sciences, parfois aux scolastiques des âges moins purs, des mots, des tournures, des constructions dans lesquelles les confusions se multipliaient, les pensées s'obscurcissaient; souvent saint Thomas devenait méconnaissable sous ces vêtements de si diverses couleurs, et sous ces expressions impuissantes à rendre la

nuance et la précision de sa doctrine. Les modernes se plaignaient qu'on ne les eût pas compris, les anciens qu'on les eût mal traduits, ces travaux pour lesquels on avait beaucoup peiné, n'étaient goûtés de personne, sinon d'esprits moins équilibrés dont le suffrage nuisait encore à la cause.

Ceux qui ne connaissaient saint Thomas que par ces interprètes doutaient de la force de sa raison, de la clarté de sa sagesse, de l'intelligence et du goût de ses disciples.

Enfin, ces mêmes scolastiques, avaient parfois la fureur du nouveau, et ils étaient tourmentés par le désir de mettre au jour au moins une interprétation qui fût leur. Cette tentation est toujours dangereuse, et surtout quand il s'agit d'une œuvre, comme celle de saint Thomas, dont chaque mot avait fait l'objet des méditations très attentives des sages pendant plus de six cents ans. Le génie des inventions étant rare, on s'expose à des improvisations suspectes, ou à des découvertes naïves auxquelles on arrive péniblement, après avoir pris mille détours, fatigué ceux qui essayent de suivre et sont fort mécontents de voir qu'au bout de tout cet effort, il n'y a qu'une banalité. Les régions où l'on se croyait plus de

chance de faire des trouvailles étaient celles dans lesquelles les âges précédents semblaient avoir laissé de l'obscurité. L'on se plaisait à faire porter de ce côté son zèle et ses investigations. L'intention pouvait être louable, le succès était difficile, le résultat douteux. D'abord ces points obscurs jouaient un rôle secondaire dans le système thomiste, et l'on retombait dans l'inconvénient de retenir l'esprit sur les détails qui frappaient peu, alors qu'il eût été utile de rappeler sans cesse l'attention sur les grandes lignes.

Secondement, l'on courait le risque d'emmener ses auditeurs ou ses lecteurs dans les ténèbres où ils se déplaisaient bien vite, quand ils s'apercevaient que leur guide, qu'ils confondaient souvent, hélas ! avec la scolastique, était impuissant à leur donner la lumière.

Enfin les aperçus nouveaux pouvaient se rencontrer dans le rapprochement que l'on avait le droit d'essayer entre les sciences modernes et la philosophie de saint Thomas. Pour arriver à ce résultat, il fallait être compétent, très compétent dans les deux matières. Ici, disons-le, il y eut des succès légitimes, comme ceux du P. de Munynck dans la *Revue Thomiste*, mais la plupart du temps, après des explorations fiévreuses dans tous les domaines, physiologie, physique, etc.

on est revenu, l'esprit farci de mille choses, insuffisamment comprises, plus insuffisamment encore exprimées, alors qu'il eût été facile de s'en tenir à l'exposition solide de la métaphysique. Car quelles que soient les relations des sciences et de la philosophie, leur objet est distinct, et c'est tout au plus, si de temps en temps, pour expliquer ou défendre celle-ci, on a besoin de connaître les conclusions générales de celles-là (1).

Nous sommes convaincu que dans le mouvement et le travail que nous venons de signaler, beaucoup de forces se sont perdues qui auraient pu être utilisées. Des esprits qui n'étaient pas sans valeur, ont nui à la cause qu'ils voulaient servir. La fortune de leurs leçons, de leurs livres, de leurs revues sont là pour témoigner si, dans notre appréciation, nos observations nous ont trompé.

Les mieux inspirés furent ceux qui prirent l'Encyclique de Léon XIII à la lettre, et s'efforcèrent d'expliquer toutes les parties de la doctrine de saint Thomas, en usant de sa méthode, et en adoptant son style.

(1) Léon XIII. Lettre au Clergé français.

On expose avant de discuter. Et dans l'exposition, telle que saint Thomas l'a pratiquée, on définit les mots, on procède des principes les plus universels, aux conclusions particulières, on éclaire le tout par des exemples dont chacun peut constater l'exactitude. S'il s'agit d'une thèse générale, la sagesse thomiste apparaît dans une magnificence de compréhension qui ravit l'intelligence, s'il s'agit d'une thèse spéciale, la précision des affirmations, la rigueur de la logique, la richesse des aperçus et le progrès dans l'évidence convainquent la raison et le bon sens. Dans cette exposition, les modernes trouveront beaucoup de choses qu'ils pensaient eux-mêmes, il sera facile d'y encadrer ce qu'il y a de juste dans leur philosophie, de vrai dans leurs analyses, de sûr dans leurs découvertes, et de donner aux savants et aux sages de notre temps la satisfaction méritée de voir que les matériaux travaillés par eux existaient déjà dans la science de saint Thomas, ou qu'ils y entrèrent vite, sans rien ébranler.

Le terrain de la discussion a déjà été fort éclairé par l'exposition et sans que les susceptibilités personnelles aient été éveillées, beaucoup d'objections ont disparu. On ramène les autres à celles que saint Thomas a résolues, et

l'on démontre ainsi qu'il n'a point ignoré ce qui trouble aujourd'hui nos intelligences, et que, comme le dit Léon XIII, il a répondu à toutes les erreurs des âges précédents, et a donné des armes pour triompher de toutes les erreurs des temps futurs.

La langue de saint Thomas suffisait à ces Docteurs. La langue française noble, mais courante devait beaucoup à l'Ange de l'École, comme des travaux savants l'ont prouvé, et elle servait à traduire exactement et à expliquer lumineusement la pensée du maître, lui rendant ainsi les services qu'elle en avait reçus. Inutile donc de chercher des mots nouveaux, en employant les termes du saint, ou les termes français correspondants, on avait ce « style apaisé » qui n'exclut ni les contradictions nécessaires, ni les affirmations positives, mais bien le ton de violence, de dédain ou de suffisance. Ces vrais disciples du Docteur angélique parlèrent ou écrivirent avec des expressions simples, comprises et employées par tout le monde et que des idées remplissaient de substance; dans un langage clair ennemi de la recherche et de la bizarrerie, et également d'accord avec le génie de saint Thomas et le génie de la France, en un mot, dans « cette forme grave » dont le Maître ne se départait ja-

mais, étrangère à ces plaisanteries, à ces traits d'esprit, à ces portraits légers d'un goût douteux, peu de mise en un sujet sérieux et qui blessent les personnes et la charité sans servir la vérité.

Le P. Monsabré à Notre-Dame a dû à ce procédé non pas seulement de composer le chef-d'œuvre théologique de la langue française au dix-neuvième siècle, mais de garder jusqu'au bout l'attention d'un auditoire aussi nombreux que distingué, et de se faire suivre peut être par plus de cent mille lecteurs. Au Collège Romain, le P. Billot, à la Minerve, les pères Zigliara et Lepidi, à la Propagande, M^{gr} Satolli et M^{gr} Lorenzelli avec les mêmes moyens eurent la même influence et la même autorité. A Amsterdam, le P. de Groot, professeur de philosophie thomiste dans une université protestante a réussi depuis près de dix ans, à grouper autour de sa chaire, plus de quatre-vingts jeunes gens ou docteurs, dont il a gagné la sympathie par son enseignement et auxquels il a au moins su inspirer le respect pour le Docteur angélique.

Les revues et les livres, les plus appréciés étaient produits par l'emploi de la même méthode. Pour ne citer qu'un fait le P. Froget a composé un travail dont le sujet était à la fois

très scolastique et très mystique, et qui semblait devoir être peu goûté par nos contemporains. Ce livre : *De l'habitation du Saint-Esprit dans les âmes justes*, a eu plusieurs éditions, c'est la meilleure preuve de son succès.

C'est donc la voie qu'il fallait suivre ; elle nous avait été formellement enseignée par Léon XIII qui nous répétait que saint Thomas devait être le maître de nos Écoles, que sa méthode était la meilleure, et qu'il fallait adopter jusqu'à son style et jusqu'à sa manière de parler.

Si un progrès considérable s'est opéré parmi nous au point de vue intellectuel, c'est que beaucoup ont pris cette direction à la lettre, si des échecs que nous aurions pu éviter se sont produits, c'est que plusieurs n'ont pas compris, ou n'ont compris que partiellement le scrupule qu'il était nécessaire de mettre à suivre le mouvement imprimé par le Pontife.

VIII. — On parle beaucoup, en ce moment, de crise intellectuelle et disciplinaire au sein des catholiques. Les efforts se multiplient de tous côtés pour ramener les esprits à l'unité et à la parfaite orthodoxie de la pensée. Les Évêques, les philosophes, les théologiens, les exégètes, les laïques même publient des programmes et des règlements d'études visant le Clergé et les Séminaires.

Il ne nous appartient pas, bien entendu, de juger les mesures des évêques qui ont la mission divine de tenir compte des esprits et des milieux qu'ils ont à gouverner dans l'application des principes généraux, et de suivre leurs consciences et leurs inspirations dans l'administration de leurs diocèses. Léon XIII nous rappelle dans l'Encyclique *Sapientiæ Christianæ*, que même s'il y avait dans la conduite d'un évêque quelque chose de moins louable, ou dans sa doctrine quelque chose d'improbable, il n'appartiendrait pas encore aux particuliers de le juger, mais au seul Pasteur auquel le Seigneur a confié le soin des agneaux et des brebis. « *Ipsorum quidem Antistitum utique potest esse aliquid aut minus laudabile in moribus, aut in sentiis non probabile : sed nemo privatus arroget sibi personam judicis, quam Christus Dominus illi imposuit uni, quem agnis atque ovibus præfecit.* »

En se mettant en dehors de tous les faits contingents qui sont d'ailleurs contradictoires, il importe de dire que moins on mettra du sien dans les programmes et plus on les remplira de la pensée du Pape, plus on sera dans la vraie voie.

Léon XIII a tracé à tout le monde catholique,

spécialement au clergé, et plus spécialement au clergé français un plan d'études fort détaillé. Il a dit la place des lettres dans l'éducation des clercs, la nécessité pour ceux-ci d'apprendre la langue latine « qui est comme la clef de la science sacrée. Il y a un demi-siècle, pendant cette période trop courte de véritable liberté, durant laquelle les Évêques de France pouvaient se réunir et concerter les mesures qu'ils estimaient les plus propres à favoriser les progrès de la religion et, du même coup, les plus profitables à la paix publique, plusieurs de vos conciles provinciaux, Vénérables Frères, recommandèrent de la façon la plus expresse la culture de la langue et de la littérature latines. Vos collègues d'alors déploraient déjà que, dans votre pays, la connaissance du latin tendît à décroître (1). »

« Si depuis plusieurs années les méthodes pédagogiques en vigueur dans les établissements de l'État réduisent progressivement l'étude de la

(1) « Porro linguam latinam apud nos obsolescere, nec quisquam est qui nesciat, et viri prudentes conqueruntur. Discitur tardissime, celerrime didiscitur. » *Litt. synod. Patrum Conc. Paris. ad clericos et fideles, an. 1819.*

De quelle importance est cette question et combien il est impossible d'étudier la doctrine catholique à qui ne sait pas le latin ! Et qu'il est regrettable que dans plusieurs de nos séminaires le latin soit si peu appris et si peu en usage, ce travail aidera d'ailleurs beaucoup à la connaissance du français.

langue latine, et suppriment des exercices de prose et de poésie que nos devanciers estimaient à bon droit tenir une grande place dans les classes des collèges, les petits Séminaires se mettront en garde contre ces innovations inspirées par des préoccupations utilitaires, et qui tournent au détriment de la solide formation de l'esprit (1). »

Le Pape, dans divers documents, a tranché d'une manière très nette cette question du latin, et décidé que dans les Séminaires et les Universités, l'enseignement devait se donner dans cette langue. Rome fait une exception seulement pour les sciences naturelles et pour l'histoire. Ce problème revêtait une importance spéciale pour la faculté de philosophie de Louvain si prospère sous la présidence et la direction de M^{gr} Mercier. Cette faculté comptait en effet des élèves ecclésiastiques et des élèves laïques. Et il semblait dur d'imposer à ces derniers des cours en latin. Pourtant Léon XIII, par une lettre datée du 6 février 1896, prescrivait de se servir de cette langue même vis-à-vis des laïques. » Cependant, il y a un point, que par-dessus tous les autres nous pensons devoir recommander par Nos

(1) Lettre au Clergé français.

Lettres, c'est que l'on doit employer la langue latine dans tous les cours, excepté ceux qui regardent les sciences naturelles et l'histoire. Notre volonté formelle en établissant vos statuts, a été en effet de vous prescrire l'usage de la langue latine : et nous entendons avertir les maîtres et les élèves qu'aucun d'eux, sous aucun prétexte, ne doit s'éloigner de cette volonté.

« Comment, en effet, s'ils ne savaient pas le latin, les étudiants se livreraient-ils à l'étude sérieuse et solide de saint Thomas et des scolastiques, comment suivraient-ils des chefs-d'œuvre immortels écrits en latin? Inabordables certainement leur demeurerait ces trésors de science si choisie accumulés pendant des siècles par des génies de premier ordre.

« Les professeurs eux-mêmes, n'auraient pas la tâche facile, s'ils devaient exposer en langue vulgaire, les concepts, les axiomes, les termes de l'école. Pour les Élèves de l'école thomiste que nous voulons voir devenir des hommes d'une haute érudition et d'une science vraiment remarquable, il serait humiliant au suprême degré de ne pas briller par la connaissance de la langue latine. Cela s'applique surtout aux clercs, attachés à l'Église qui se glorifie d'avoir

depuis des siècles adopté la langue latine comme sa propre langue.

« Quant aux laïques dont une formation philosophique plus solide nous est aussi à cœur, l'usage de la langue latine dans l'École thomiste, loin de les éloigner, doit les attirer, si sérieusement ils aspirent à la possession et à l'honneur de la science. Ils triompheront vite des difficultés qu'ils rencontreront au début des cours, nous en avons une preuve, dans les étudiants sans nombre qui viennent à Rome, de tous les pays et de toutes les langues, pour se livrer à l'étude de sciences que l'on enseigne toujours en latin. »

Dans l'étude des sciences physiques et naturelles il convient de procéder *avec mesure* et d'y appliquer les élèves des grands et des petits séminaires dans « de sages proportions ». « Il n'est nullement nécessaire que dans les cours de science annexés à l'étude de la philosophie, les professeurs se croient obligés d'exposer en détail, les applications presque innombrables des sciences physiques et naturelles, aux diverses branches de l'industrie humaine. *Il suffit que leurs élèves en connaissent avec précision les grands principes et les conclusions sommaires, afin d'être en état de résoudre les objections que*

les incrédules tirent de ces sciences contre les enseignements de la révélation (1). »

Dans nos grands Séminaires, ce serait donc se tromper de négliger, surtout à notre époque, toute étude des sciences physiques et naturelles, mais ce serait se tromper aussi de vouloir faire de nos prêtres des spécialistes.

Cependant il est nécessaire pour l'honneur de l'Église, « pour maintenir l'influence du clergé sur la société, qu'il compte dans ses rangs un assez grand nombre de prêtres, ne le cédant en rien pour la science, dont les grades sont la constatation officielle, aux maîtres que l'État forme pour ses lycées et ses universités » (2).

Donc, dans cette branche des connaissances humaines, les prêtres se divisent en deux catégories, l'une qui comprend la masse et à laquelle suffisent « les grands principes et les conclusions sommaires », l'autre qui, pour enseigner ou pour représenter l'honneur de l'Église et son influence doit étudier à fond les sciences.

« Par-dessus tout, il importe que, durant deux ans au moins, les élèves de nos grands

(1) Lettre au Clergé français.

(2) *Ibid.*

Séminaires étudient avec un soin assidu, *la philosophie rationnelle* (1). »

Puis « viennent les sciences sacrées proprement dites, à savoir, la Théologie dogmatique et la Théologie morale, l'Écriture sainte, l'Histoire ecclésiastique et le Droit Canon » (2).

Notons avec soin que de ces quatre sciences tous les prêtres doivent faire l'objet de leurs études pendant toute leur vie. « Ce sont là les sciences propres au prêtre (3). »

On n'a pas le droit d'exiger du prêtre qu'il soit un mathématicien, un physicien ou un chimiste, sinon dans la mesure où ces sciences se rapportent à sa vocation. Mais on a le droit d'exiger qu'il sache la Théologie, l'Écriture sainte, l'Histoire ecclésiastique et le Droit Canon, comme on a le droit d'exiger que le médecin sache la médecine, et le magistrat le droit.

Tout prêtre qui n'aurait pas la connaissance suffisante de ces quatre sciences serait incapable de remplir son ministère et porterait une grave responsabilité.

Le Pape détermine dans sa *Lettre au clergé français* et dans l'Encyclique *Providentissimus*

(1) Lettre au Clergé français.

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

Deus le rôle capital de la Théologie dans les sciences ecclésiastiques, le devoir que les prêtres ont de la consulter dans toutes les autres études. Il rappelle ce mot de Sixte-Quint demandant le maintien de la Théologie scolastique « comme étant ce qu'il y a de plus fructueux dans l'Église » Léon XIII recommande la *Somme théologique* (1) de saint Thomas, et le *Catéchisme du Concile de Trente*.

La question de l'Écriture sainte a été traitée par Léon XIII, tout le monde sait avec quelle lumière, quelle précision et quelle prudence! Le respect de la tradition, des enseignements de la foi, de l'interprétation des Pères, des décisions de l'Église, des solutions théologiques, des miracles, de l'inspiration, du texte de la Vulgate, « de l'obscurité religieuse » dans laquelle Dieu a voulu cacher « nombre de vérités qui surpassent de beaucoup la force et la pénétration de la raison humaine », du « sens parfois plus étendu et plus voilé que ne paraîtraient l'indiquer et la lettre et les règles de l'herméneutique » (2), est imposé avec une grande autorité.

L'attitude vis-à-vis de la *science libre*, de la *haute critique*, des *hétérodoxes*, et de leurs li-

(1) Lettre au Clergé français.

(2) *Providentissimus*.

vres, de *l'histoire* et des *connaissances naturelles*, et l'usage que les catholiques peuvent en faire sont clairement indiqués. La méthode à employer dans les Séminaires, la nécessité pour « plusieurs hommes appartenant aux ordres sacrés (1) » de se rendre compte des armes nouvelles, des manœuvres, du procédé des adversaires, de s'en servir au besoin, d'employer pour cela les langues orientales, la saine critique, les sciences étrangères, toutes les forces du passé, tous les progrès du présent sont enseignées avec des explications pleines d'intérêt et de surnaturel bon sens.

Enfin le souverain Pontife nous a rappelé l'obligation pour nous d'étudier l'Histoire ecclésiastique et le Droit Canon avec la sincérité qui convient aux apôtres de la Vérité, et avec l'esprit de soumission et de respect qui doit être le fait de catholiques et de prêtres fidèles.

Ce qui frappera avant tout dans les enseignements si multipliés du Pape sur les questions d'études ecclésiastiques, c'est un souci de ramener à la connaissance de la Philosophie et

(1) *Providentissimus*.

de la Théologie dont saint Thomas est le prince.

Léon XIII est bien loin de ceux qui prenant quelques passages secondaires de ses instructions ne parlent que de perfectionner et de compléter saint Thomas. Quel travail n'est pas nécessaire, si l'on veut connaître celui-ci avant de le perfectionner? Et qui donc, en France, se sent assez instruit de la science thomiste pour oser songer à la compléter? De pareilles prétentions accusent, hélas, une ignorance absolue de la sagesse du passé, de sa profondeur et de sa définitive perfection. Car si l'esprit moderne a pu analyser davantage sur un point, que fait le demi-rayon apporté dans l'océan des lumières que nous ont transmis nos pères?

A notre avis, le grand malheur de notre génération ce n'est pas avant tout qu'elle ignore la science du présent, c'est qu'elle ignore d'une manière navrante l'œuvre colossale accomplie par les pères et les docteurs que Dieu a créés dans l'Église pendant deux mille ans et que les princes de la scolastique ont divinement résumée, c'est qu'elle abandonne les armes invincibles dont se sont servis les siècles chrétiens pour employer des armes mal trempées et une tactique qui compromet les principes

même de la religion au lieu de les consolider.

A coup sûr voilà le grand mal et c'est lui que Léon XIII n'a pas cessé de viser.

Sila Philosophie et la Théologie en France sont depuis longtemps déjà dans une incontestable décadence, il n'en est pas ainsi des sciences, de l'exégèse, de l'histoire. De ce côté notre âge a fait un effort grandiose, et s'il a, en quelque sorte épuisé dans ce travail toute son énergie intellectuelle, il a abouti à de magnifiques résultats, Léon XIII n'a point perdu une occasion d'applaudir aux victoires remportées sur ce terrain. Mais il nous a mis en garde contre des engouements exagérés, contre l'esprit de nouveauté, qui vient de la curiosité fille de la vanité et qui ne se confond nullement avec le véritable amour du savoir.

Dernièrement encore, le Cardinal Rampolla, encourageant d'ailleurs ce qu'il y a de légitime, de sain, d'évangélique dans le mouvement de la démocratie chrétienne, rappelait *la lettre au Clergé français* et la lettre au cardinal Gibbons. Et dans ces documents, le Saint-Père réclamait pour lui le droit de juger « des nouveautés avantageuses, propres à faire avancer le royaume de Dieu dans les âmes et dans la so-

ciété (1) ». « On ne pourrait approuver dans les publications catholiques un langage qui, s'inspirant d'un esprit malsain de nouveauté, semblerait tourner en dérision la piété des fidèles, parlerait de nouvelles orientations de la vie chrétiennes, de nouvelles directions de l'Église, d'une nouvelle vocation sociale du clergé, d'une nouvelle civilisation chrétienne, etc. (2). »

Ces principes s'appliquent aux travaux de la pensée et à l'esprit des études au moins autant qu'aux œuvres de zèle.

Nous en avons dit assez pour prouver quelle place a eue la préoccupation des choses intellectuelles dans le règne glorieux de Léon XIII. Plus on étudierait ses œuvres, plus on y trouverait en détail tout le programme que le clergé en particulier doit regarder comme l'idéal. Il est donc souverainement souhaitable que l'on étudie ces œuvres, non point pour justifier ses propres théories, mais pour suivre avec une filiale vénération et point par point les prescriptions, les conseils, les indications, les plans du Saint-Père, on sera beaucoup plus sûr de ne point se tromper.

La science catholique, la vraie, celle qui

(1) Lettre au Clergé français.

(2) *Instruction sur l'Action populaire chrétienne ou démocratique chrétienne en Italie.*

échappe aux excès et aux témérités de tout genre, loin d'y perdre, ne pourra qu'y gagner, et elle remplira avec plus de puissance son rôle sublime qui est de maintenir, de défendre, de propager victorieusement la foi.

II

ACTION POLITIQUE

I. — L'intervention de Léon XIII dans les questions politiques suscita parminous de vifs débats.

Tout d'abord courut en France une objection contre la direction du Pape. On répéta que le Pontife empiétait, qu'à aucun titre, il n'avait le droit d'entrer dans nos affaires, de se prononcer, de nous conseiller ou de nous commander à ce sujet.

En vérité, s'il s'agit d'exposer des idées ou de donner un avis, on se demande en vertu de quel principe on pourrait refuser au Saint-Père un droit que l'on accorde aujourd'hui à tout homme sur toutes choses. Il n'est pas l'un de nous, il n'est pas un journaliste qui n'émette publiquement et avec une entière liberté son sentiment sur les choses d'Allemagne, d'Angleterre, d'Italie, d'Espagne, d'Amérique, de Chine ou de Turquie, qui ne se croie autorisé à approuver ce qu'il estime un acte de justice, à flétrir ce qu'il pense

une iniquité, il n'est pas un gouvernement qui dans ses feuilles officieuses ou officielles n'insère ses vues sur les actes et les procédés des gouvernements et des peuples voisins, et qui pourrait empêcher le Saint-Père d'écrire son idée aux évêques ses frères dans le sacerdoce, aux catholiques, ses fils dans le Christ ?

Et cette idée méritait qu'on la méditât quand on songe qu'elle venait de Léon XIII, un esprit dont, à coup sûr, il serait difficile de trouver l'égal, et ces avis avaient droit à quelque confiance quand on se rappelle qu'ils émanaient d'un Pape dont les tendresses pour la France ne s'étaient jamais démenties.

Cette simple réflexion suffirait à réduire à néant la théorie qui prétendait refuser à Léon XIII le droit de dire sa pensée.

Mais, nul aujourd'hui ne l'ignore, le Saint-Père n'avait pas parlé comme personne privée, il s'était adressé, en qualité de chef de l'Église, aux catholiques de France, ses sujets au point de vue religieux, avec la volonté de leur donner une direction pratique.

Rien n'était plus religieux que cette direction au moment où la politique allait devenir irréligieuse et anti-catholique.

Il s'était servi de son autorité pour imprimer un mouvement à notre action dans les choses politiques qui intéressaient la vie de la religion. Avait-il outrepassé son droit ?

Assurément non. Bien des fois cette question a été décidée par l'Église, et les catholiques ne peuvent nier au Pape le pouvoir d'intervenir dans les choses temporelles, quand il les juge liées aux intérêts des âmes.

Dans le syllabus Pie IX a condamné deux propositions portant sur cette matière. La première est ainsi conçue : « *L'Église n'a pas le droit d'employer la force ; elle n'a aucun pouvoir temporel direct ou indirect (1)* ».

Elle était tirée des livres du Docteur Nuytz et faisait partie des propositions dont Pie IX a écrit le 22 août 1851 (1), qu'elles étaient « fausses, téméraires, scandaleuses, erronées, injurieuses pour le Saint-Siège, contemptrices de ses droits, subversives du gouvernement de l'Église, et de sa constitution divine, schismatiques, hérétiques, favorisant le protestantisme et la propagation de ses erreurs, conduisant à l'hérésie et au système depuis longtemps condamné comme hérétique, dans Luther, Baïus, Marsile de Padoue,

(1) Propos. XXIV^e du Syllabus.

(2) *Ad Apostolicæ Sedis*.

Janduno, Marc-Antoine de Dominis, Richer, Laborde, les docteurs de Pistoie, et autres également condamnés par l'Église, etc., etc. »

La seconde, exprimée en ces termes : « *Les ministres sacrés de l'Église et le Pontife Romain doivent être exclus de tout soin et domaine sur les choses temporelles* », est comprise dans les erreurs que Pie IX a condamnées le 9 juin 1862 par les paroles suivantes : « Nous réprouvons, proscrivons et condamnons les erreurs ci-dessus énoncées, non seulement comme contraires à la foi et à la doctrine catholique, aux lois divines et ecclésiastiques, mais même à la loi et à la justice naturelle et éternelle et à la droite raison (2) ».

Dès longtemps, cette vérité avait été enseignée dans la chrétienté et la France en particulier devait savoir à quoi s'en tenir, car directement l'Église l'avait instruite.

Les évêques français de 1682 déclarèrent que « saint Pierre et ses successeurs vicaires de Jésus-Christ et toute l'Église même n'ont reçu de Dieu puissance que sur les choses spirituelles et qui concernent le salut, et non point sur les choses temporelles et civiles,... que les rois ne sont

(1) Proposition XXVII^e.

(2) Alloc. consistoriale *Maxima quidem*.

soumis à aucune puissance ecclésiastique par l'ordre de Dieu, dans les choses qui concernent le temporel ».

Les Souverains Pontifes Innocent XI, Alexandre VIII et Innocent XII condamnèrent ce principe, les évêques qui l'avaient proclamé écrivirent au Saint-Siège des lettres de rétractation et Louis XIV lui-même fit des excuses.

Il n'était donc pas permis à Léon XIII d'abandonner un droit si nécessaire qui faisait partie du pouvoir qui lui avait été confié. Aussi, le vit-on le revendiquer avec autant de netteté que ses prédécesseurs. « Tout ce qui dans les choses humaines est sacré à un titre quelconque, disait-il dans l'Encyclique *Immortale Dei*, tout ce qui touche au salut des âmes et au culte de Dieu, soit par sa nature, soit par rapport à son but, tout cela est du ressort et de l'autorité de l'Eglise (1). »

Le Pape témoigna très haut que ce droit s'appliquait à la France et que le devoir de tous les catholiques français était de s'y soumettre : « Il en est d'autres, nous regrettons de le constater, qui tout en protestant de leur catholicisme,

(1) *Immortale Dei*, 1^{er} novembre 1885.

se croient en droit de se montrer réfractaires à la direction imprimée par le chef de l'Église, sous prétexte qu'il s'agit d'une direction politique. Eh bien, devant ces prétentions erronées, Nous maintenons dans toute leur intégrité chacun des actes émanés de Nous ; et Nous disons encore : Non, sans doute, Nous ne cherchons pas à faire de la politique, mais quand la politique se trouve étroitement liée aux intérêts religieux, comme il arrive actuellement en France, si quelqu'un a mission pour déterminer la conduite qui peut efficacement sauvegarder les intérêts religieux, dans lesquels consiste la fin suprême des choses, c'est le Pontife Romain (1). »

Léon XIII enseigna même qu'en face des maux qui menaçaient l'Église en France, son silence eût été coupable « devant Dieu et devant les hommes ». « Il eût semblé, disait le Pontife, que Nous contemplions d'un œil impassible les souffrances de nos fils, les catholiques français. On eût insinué que nous jugions digne d'approbation ou pour le moins de tolérance les ruines religieuses, morales, civiles, amoncelées par la tyrannie des sectes anti-chrétiennes. On Nous eût reproché de laisser dépourvus de direction et

(1) Lettre à l'évêque de Grenoble, 22 juin 1892.

d'appui tous ces Français courageux qui dans les présentes tribulations ont plus que jamais besoin d'être fortifiés. Nous devons surtout des encouragements au clergé, auquel on voudrait, contre la nature de sa vocation, imposer silence, dans l'exercice même de son ministère, alors qu'il prêche, selon l'Évangile, la fidélité aux devoirs chrétiens et sociaux. Du reste, n'est-ce pas toujours pour nous une obligation pressante de parler, quoi qu'il advienne, dès qu'il s'agit d'affirmer notre droit divin d'enseigner, d'exhorter, d'avertir, en face de ceux qui, sous prétexte de distinction entre la religion et la politique, prétendraient en circonscrire l'universalité (1) ».

De ces documents et de ces citations qu'il serait facile de multiplier, il ressort que le Pape a le droit et souvent le devoir d'intervenir dans les questions politiques qui intéressent la religion, de conseiller et de commander les catholiques par rapport à la conduite à tenir, que les principes gallicans prétendant « circonscrire l'universalité » de l'enseignement que le Pape peut et doit donner sont en contradiction avec la saine orthodoxie.

La raison de ce droit est facile à comprendre,

(1) Lettre aux cardinaux, 3 mai 1892.

qu'il nous suffise de l'indiquer. L'Église est une société parfaite dont la fin suprême prime la fin de toutes les autres sociétés, car c'est le salut éternel du monde.

Il est clair qu'en chargeant les pasteurs et en particulier le pasteur souverain, le Pape, de conduire les âmes à ce but, Dieu leur a donné les moyens de réaliser son dessein. Les moyens qui réussissent à l'exécution de ce grand œuvre sont surnaturels, c'est l'enseignement de l'Évangile, l'administration des sacrements, le culte divin, etc.

Mais il est manifeste que si les pouvoirs politiques entravent l'action de l'Église dans l'accomplissement de sa mission, le Pape a le droit d'intervenir pour exiger les égards et la liberté qui sont dûs à la vérité divine. Et lorsque le Pape, juge des intérêts du christianisme, estime que telle attitude des catholiques dans la politique sera un obstacle à l'évangélisation et à la sanctification des âmes, il lui appartient de leur faire changer cette attitude. Ce n'est point là s'occuper de politique, c'est s'occuper de religion. Ne pas accorder ce droit à l'Église, c'est la mettre dans l'impossibilité d'accomplir son mandat. Si du domaine de la spéculation nous passons sur le terrain de l'histoire, la question

immédiatement apparaît dans toute sa gravité, et la nécessité de ce pouvoir en pleine évidence. Qui oserait nier, en effet, qu'en ce moment, par exemple en France, tout se tient, et que du mouvement qui sera imprimé à la politique dépend l'avenir et la liberté de la religion? Et dès lors, si le Pape se désintéressait de ce mouvement, du même coup, il se désintéresserait de la religion. Donc, et aucun catholique n'en peut douter, en nous traçant une ligne de conduite politique, Léon XIII usait d'un droit et obéissait à un devoir.

II. — Mais voyons maintenant, si dans l'impulsion qui nous a été donnée de Rome, tout n'est pas sagesse et intelligence du bien, car le malheur, c'est que beaucoup s'agitent sans connaître exactement et même sans chercher à connaître les instructions du Pape. Des journaux qui résument plus ou moins exactement la pensée du Pontife, et l'interprètent à leur façon sont pour la plupart de nos concitoyens la seule source d'information.

Avant de discuter, il importe donc de voir, pièces en main, ce que nous a demandé Léon XIII.

En premier lieu, il est utile de rappeler l'attitude de Léon XIII pour les anciens partis.

Les serviteurs des régimes tombés méritaient de grands égards, d'abord parce que leur fidélité était fort respectable, et aussi parce que dans leur immense majorité, ils avaient été nos meilleurs catholiques et les soutiens de nos institutions et de nos œuvres.

Le Pape n'eut garde de les blesser dans leurs princes, dans leurs personnes, dans leurs idées.

Pas un mot désobligeant pour les familles royales ou impériales qui ont régné en France, pas un mot tendant à diminuer l'importance des services qu'elles ont rendus, n'est tombé des lèvres du saint Père.

Au contraire, celui-ci reçoit avec honneur les représentants de ces races illustres et compatit à leurs épreuves, il écrit qu'il n'a jamais « eu la pensée de blesser des sentiments intimes auxquels est dû tout respect (1) », et dans sa *Lettre au Clergé français*, il ne craint pas de signaler la période de la monarchie comme l'époque du XIX^e siècle pendant laquelle l'Église a joui de plus de liberté. Voici ses paroles : « Il y a un

(1) Lettre au cardinal. Lecot, arch. de Bordeaux, 3 août 1893.

demi-siècle pendant cette période trop courte de véritable liberté, durant laquelle les évêques de France pouvaient se réunir, et concerter les mesures qu'ils estimaient les plus propres à favoriser les progrès de la religion, etc. (1) ». Il est bon de noter que le Pape fait en particulier allusion à un Concile tenu à Paris en 1819.

La supériorité de la forme monarchique pour les peuples en général, pour la France en particulier n'était point discutée, les avantages de l'hérédité nullement contestés, et les documents ne disaient pas qu'il ne pût y avoir des droits acquis. Au contraire, « *réserve faite des droits acquis*, enseignait le Pontife, il n'est point interdit aux peuples de se donner telle forme politique qui s'adaptera mieux ou à leurs génies propres, ou à leurs traditions, ou à leurs coutumes » (2).

En entrant en relation avec la République, en demandant que les catholiques ne fissent pas opposition au nouveau régime, Léon XIII n'entendait pas supprimer les droits des autres partis s'il y en avait, et c'est le cardinal Rampolla, qui écrivait à l'évêque de Saint-Flour, en décembre 1890 : « Le Siège Apostolique, non seu-

(1) Lettre au Clergé français.

(2) *Diuturnum*, 29 juin 1881.

lement respecte les pouvoirs civils (que l'État soit gouverné par un seul homme ou par plusieurs), mais encore entre en relation avec eux en envoyant et en recevant des nonces et des ambassadeurs, et engage des négociations pour le règlement des affaires et la solution des questions qui intéressent à la fois l'Église et l'État. L'accomplissement de ce ministère dont la grandeur domine les choses humaines *ne porte aucun préjudice aux droits* qui pourraient appartenir à des tiers, comme l'a sagement déclaré le Pape Grégoire XVI, de sainte mémoire, suivant les traces de ses prédécesseurs, dans la Lettre apostolique donnée le 7 août 1831, qui commence par le mot *Sollicitude*. »

D'autre part, en parlant des formes de gouvernement, que disait donc Léon XIII qui pût blesser les partisans des anciens régimes? Il n'enseignait pas que le parlementarisme fût l'idéal, il ne légitimait pas la naissance de la république existante, mais faisant allusion aux changements politiques qui modifient la forme du pouvoir, ou lui substituent une autre forme il s'exprimait comme il suit : « Ces changements sont loin d'être toujours légitimes à l'origine, il est même difficile qu'ils le soient » (1).

(1) Lettre aux cardinaux français, 3 mai 1892.

Le texte de Grégoire XVI invoqué par le cardinal Rampolla était encore plus formel. Le voici : « S'il arrive (à Nous ou à Nos successeurs) de traiter ou de régler quelque chose avec ceux qui sont à la tête des affaires dans un gouvernement de quelque forme que ce soit, *aucun droit ne doit leur être attribué, acquis et reconnu en vertu des actes, règlements et conventions de ce genre, ni aucun argument ne peut et ne doit être tiré pour mettre en question, diminuer ou modifier les droits des autres.* »

M. E. Ollivier interprétait donc étrangement les actes et les directions de Léon XIII quand il accusait celui-ci, dans un article du *Figaro*, d'avoir prononcé dans un sens diamétralement opposé à celui de Pie IX. Pie IX, en effet, avait réprouvé cette maxime « que dans l'ordre politique les faits accomplis, par cela même qu'ils sont accomplis, ont valeur de droit. »

L'enseignement de Léon XIII eût été « tout autre ». « Excepté à Rome, l'honneur et la conscience imposent l'acceptation sincère des gouvernements établis en fait, à la place des anciens gouvernements qui, en fait, ne sont plus, quoique le changement n'ait pas été légitime au début. »

(1) Lettre aux cardinaux français, 3 mai 1892.

Le texte du cardinal Rampolla que nous avons cité, et la lettre de Grégoire XVI sur laquelle s'appuie cet éminent prélat prouvent amplement que la doctrine de Léon XIII concorde en tout avec celle de Pie IX.

Mais, le Pape régnant croyait que le bien public et l'Église étaient intéressés à ce que l'on acceptât un gouvernement existant malgré le vice de son origine, comme Pie IX avait accepté le second Empire, bien que l'on eût pu contester la légitimité de sa naissance.

Le Pape n'a pas prétendu que le régime adopté dût devenir définitif en France ; « quelle que soit la forme des pouvoirs civils dans une nation, on ne peut la considérer comme tellement définitive qu'elle doive demeurer immuable, fût-ce l'intention de ceux qui à l'origine l'ont déterminée » (1). Cela s'applique au présent comme au passé.

Ce qui ameutait les catholiques contre la République, c'était d'abord que, à sa tête ou protégés par elle, marchaient plusieurs hommes qui professaient une haine invincible contre l'Église, et déclaraient hautement leur dessein de la détruire ; c'était en second lieu, une légis-

(1) *Au milieu des sollicitudes*, 16 fév. 1892.

lation dont une grande partie était dirigée contre la religion et contre ses œuvres.

Or, en parlant des hommes auxquels nous faisons allusion, Léon XIII s'exprimait d'une manière qui devait satisfaire les plus exigeants d'entre nous : « En pénétrant à fond, à l'heure présente encore, disait le Pontife, la portée du vaste complot que certains hommes ont formé, d'anéantir en France le Christianisme, et l'animosité qu'ils mettent à poursuivre la réalisation de leur dessein, foulant aux pieds les plus élémentaires notions de liberté et de justice pour le sentiment de la majorité de la nation, et de respect pour les droits inaliénables de l'Église catholique, comment ne serions-Nous pas saisis d'une vive douleur? Et quand Nous voyons se révéler l'une après l'autre, les conséquences funestes de ces coupables attaques qui conspirent à la ruine des mœurs, de la religion et même des intérêts politiques sagement compris, comment exprimer les amertumes qui nous inondent et les appréhensions qui nous assiègent » (1)?

Pouvait-on flétrir avec plus de gravité, plus de justice, plus de tristesse, les sectaires qui en voulaient à l'Église et à Dieu?

(1) *Au milieu des sollicitudes.*

Ajoutons que deux Encycliques solennelles dénonçaient et condamnaient les sectes franc-maçonnes et socialistes au sein desquelles se recrutaient les pires ennemis de Dieu et du bien public et en rappelant « ce qui s'est vu au siècle passé, alors que les foules, emportées par l'audace de la révolte, ébranlaient jusque dans ses fondements la France terrifiée et enveloppaient les choses sacrées et profanes dans une même catastrophe, » Léon XIII témoignait assez de son antipathie pour les hommes et pour les idées de la Révolution (1).

Quant au second point, Léon XIII était plus catégorique encore.

Il entendait que l'on fit soigneusement la distinction entre la *Constitution* et la *législation*, qui diffèrent à tel point « que sous le régime dont la forme est la plus excellente, la législation peut être détestable; tandis qu'à l'opposé, sous le régime dont la forme est la plus imparfaite, peut se rencontrer une excellente législation (2) ».

Le Pape faisait davantage. Il constatait « qu'en France, depuis plusieurs années, divers

(1) *Nobilissima Gallorum gens.*

(2) *Au milieu des sollicitudes.*

actes importants de la *législation* avaient procédé de tendances hostiles à la religion, et par conséquent aux intérêts de la nation ; » (1) que loin de disparaître ces tendances « persistaient » et que « le mal s'aggravait ».

Loin d'imposer ou de conseiller l'acceptation de ces lois Léon XIII approuvait les évêques qui avaient « regardé comme une obligation d'exprimer publiquement leur douleur, touchant la situation créée en France à la religion catholique ». Il invitait les « gens de bien à s'unir comme un seul homme pour combattre par tous les moyens légaux et honnêtes ces abus progressifs de la législation (2) ».

« Aucun homme impartial, ajoutait le Pontife, ne pourra accuser les catholiques français, si sans épargner ni fatigues, ni sacrifices, ils travaillent à conserver à leur patrie ce qui est pour elle une condition de salut, ce qui résume tant de traditions glorieuses enregistrées par l'histoire, et que tout Français a le devoir de ne pas oublier (3). »

Lui-même donnait l'exemple et tantôt par des documents publics, tantôt par des réclama-

(1) *Au milieu des sollicitudes.*

(2) *Ibid.*

(3) *Ibid.*

tions secrètes, il combattait l'esprit général qui inspirait trop souvent le gouvernement et les actes particuliers des parlements contre l'Église.

En 1880 quand parurent les décrets du 29 mars, Léon XIII essaya d'arrêter le mal par voie diplomatique. Les tentatives de pacification ayant échoué, il écrivit le 22 octobre une lettre au cardinal Guibert, dans laquelle il rappelait l'insuccès de ses démarches et en même temps la gravité de ses protestations.

Le 12 mai 1883, le président de la République, M. Grévy reçut de Rome « des plaintes vivement senties ».

Voici la grande et douloureuse lettre que lui écrivit Léon XIII.

« Monsieur le Président,

« Les événements qui se produisent depuis quelque temps en France par rapport aux choses religieuses, et ceux qui semblent se préparer pour l'avenir sont pour Nous l'objet d'appréhensions sérieuses et d'une profonde douleur. Nous inspirant uniquement du bien des âmes, dont Nous devons répondre devant Dieu et devant les hommes, Nous avons fait parvenir,

à plusieurs reprises, au gouvernement de la République Nos observations, réitérées dernièrement encore par Notre cardinal secrétaire d'État à propos des récentes mesures de rigueur adoptées contre divers membres de l'épiscopat et du clergé de France.

« A cet objet se réfère la note que M. le ministre des Affaires étrangères a envoyée le 20 du mois de mai dernier, à M. l'ambassadeur de France près du Saint-Siège, dans laquelle Nous avons remarqué les déclarations du gouvernement destinées à calmer les justes craintes et les pénibles impressions du Saint-Siège. Nous sommes heureux de vous dire, M. le Président, combien Nous sont précieuses et agréables les manifestations de respect qui Nous arrivent de la part de votre illustre nation, laquelle par ses glorieuses traditions intimement liées avec les principes de la vie et de la civilisation chrétienne, et par la longue série des services rendus depuis les temps les plus reculés à l'Église et à son chef suprême, est devenue l'objet de Nos soins continuels et de notre prédilection spéciale.

« C'est pourquoi dirigeant Nos regards vers cette partie si importante du troupeau de Jésus-Christ, Nous en prenons à cœur les intérêts reli-

gieux avec une sollicitude tout à fait paternelle, et Nous sommes doublement affligé quand Nous les voyons menacés de quelque manière que ce soit, non seulement parce que la paix et la tranquillité des consciences chrétiennes est troublée, mais aussi parce que Nous savons qu'aux intérêts de la religion se trouve étroitement liée la prospérité du pays, prospérité que Nous avons grandement à cœur.

« Ce sentiment d'active bienveillance pour le peuple français a toujours réglé l'attitude du Siège apostolique, et dans votre impartialité et votre haute pénétration, vous en aurez vous-même, M. le Président, trouvé des preuves indubitables dans les attentions délicates que le Saint-Siège a toujours eues pour le gouvernement de votre patrie.

« Nous ne vous rappellerons pas que, chaque fois que le Saint-Siège a pu déférer aux désirs de votre gouvernement, soit pour des affaires concernant l'intérieur de la nation, soit pour celles qui avaient rapport à l'influence française à l'étranger, il n'a jamais hésité à le faire ayant toujours en vue de concourir au salut et à la grandeur de la France. Nous omettrons aussi de vous rappeler qu'alors que, pour ne point manquer aux très graves obligations de

Notre ministère apostolique, Nous avons été contraint de présenter Nos griefs à votre gouvernement, Nous ne Nous sommes jamais écarté des règles les plus strictes de la modération et de la délicatesse, afin de ne pas diminuer le prestige de l'autorité civile, plus que jamais nécessaire à l'ordre public à une époque où de multiples courants subversifs semblent conjurer pour le miner et le détruire.

« Cette attitude toujours uniforme et constante du Siège apostolique a servi de règle de conduite à l'illustre épiscopat de France, qui, bien qu'aux prises avec des difficultés sérieuses et des embarras créés par divers événements fâcheux sur le terrain religieux, a néanmoins donné des preuves de sagesse et de prudence, auxquelles le gouvernement lui-même a plusieurs fois rendu justice soit par des déclarations faites à Nos nonces à Paris, soit par la note déjà citée du ministre actuel des Affaires étrangères, note par laquelle il reconnaît que le nombre des prélats qu'il estime avoir dépassé, dans les derniers incidents, les limites de la légalité se réduit à une infime minorité.

« La même chose peut se dire du clergé inférieur tant régulier que séculier, lequel extrêmement charitable, laborieux et appliqué à l'exer-

cice de son ministère, a imité l'exemple de ses pasteurs respectifs et s'est toujours fait gloire de contribuer, par des actes de sacrifice et de vrai patriotisme, à rehausser le nom et la gloire de la nation tant sur le territoire de la patrie que dans les contrées lointaines.

« Une telle attitude de la part du Saint-Siège Nous donnait le droit d'espérer que le gouvernement de la République aurait suivi de son côté une ligne de conduite bienveillante et amicale à l'égard de l'Église catholique, appliquant largement en faveur de cette dernière ces principes de vraie liberté que tout gouvernement sage et éclairé s'honore d'avoir pour base et pour objectif. Mais, Nous sommes profondément affligé de devoir le dire, les faits douloureux qui se sont produits depuis quelques années au sein de la nation française n'ont pas été conformes à Nos légitimes espérances.

« Vous vous rappelez certainement, M. le Président les dispositions sévères prises contre divers Ordres Religieux, qu'on disait n'être pas reconnus par l'autorité gouvernementale. Des citoyens français que l'Église elle-même avait en quelque sorte nourris et élevés avec une sollicitude maternelle dans tous les genres de vertus et de culture, et auxquels la nation était

redevable de progrès signalés dans les sciences sacrées et profanes et dans l'éducation religieuse et morale du peuple, ont été expulsés de leurs pacifiques asiles et contraints à se chercher un refuge loin du pays natal. Cette mesure priva la France d'une abondante source de travailleurs industriels et zélés, qui aidaient puissamment les évêques et le clergé séculier dans la prédication et l'enseignement; qui, dans les hôpitaux et dans tous les instituts de charité, prodiguaient leurs soins affectueux à tout espèce de misère et de malheurs; qui, sur les champs de bataille même, portaient la parole et les secours de la religion avec un esprit de sacrifice auquel les adversaires de l'Église catholique eux-mêmes ont plusieurs fois rendu hommage.

« Les Ordres Religieux ayant été atteints de cette manière à l'intérieur du pays et leur action ayant cessé en grande partie, il en résulta, par une conséquence nécessaire, que les ministres de la religion à envoyer à l'extérieur devinrent plus rares, non sans préjudice de l'influence française elle-même, qu'ils contribuaient puissamment à répandre, en même temps que l'Évangile, chez les peuples éloignés et surtout en Orient.

« Vous n'ignorez pas que Nous avons tout fait pour empêcher un tel malheur, que Nous consi-

dérions comme également grave pour la France et pour l'Église catholique. Ayant été averti à cette occasion qu'on pouvait éviter l'application des décrets du 29 mars, si les religieux déclaraient, dans un document *ad hoc*, qu'ils étaient étrangers à tout mouvement politique et à tout esprit de parti, Nous n'hésitâmes pas à accepter une proposition (1) qui d'une part n'était point contraire à la doctrine catholique, ni à la dignité des Ordres Religieux, mais au contraire Nous fournissait une occasion d'inculquer une fois de plus le respect dû aux autorités constituées, et qui d'autre part semblait destinée, ainsi qu'on Nous le faisait espérer, à conjurer le péril dont étaient menacées l'Église et la société. Nos efforts cependant demeurèrent sans effet, et les décrets dont Nous parlons furent exécutés, non sans laisser dans les âmes de douloureux souvenirs et même des germes de divisions nouvelles pour l'avenir. Car si le noble et généreux peuple français commet parfois ou tolère de déplorables excès, l'histoire nous montre que, tôt ou tard, il retrouve dans son bon sens la force de les condamner et de réagir contre eux.

« Notre douleur et le dommage de l'Église

(1) Ce passage est de nature à éclairer la discussion du R. P. Le Doré et du R. P. de Rochemonteix.

catholique furent encore augmentés par la loi qui exclut des écoles cet indispensable et traditionnel enseignement religieux, lequel, aussi longtemps qu'il demeura en vigueur, donna des fruits si utiles et si abondants pour la civilisation même du pays. En vain tout l'épiscopat de France fit-il entendre ses plaintes; en vain les pères de famille demandèrent-ils, sur le terrain légal, la conservation de leurs droits; en vain des hommes désintéressés et appartenant ouvertement au parti républicain, et parmi eux des personnages politiques et des intelligences d'élite, montrèrent-ils au gouvernement combien funeste serait, pour une nation de 32 millions de catholiques une loi qui bannirait de ses écoles l'éducation religieuse, dans laquelle l'homme trouve les plus généreuses impulsions et les règles les plus parfaites pour supporter les difficultés de la vie, pour respecter les droits de l'autorité et de la justice, et pour se procurer les vertus indispensables à la vie domestique, politique et civile. Aucune considération ne fut assez puissante pour arrêter la détermination prise, et la loi fut promulguée et exécutée sur tout le territoire de la France.

« Mais par cette concession on ne parvint pas à satisfaire les exigences des ennemis de la re-

ligion. Au contraire, rendus plus entreprenants pas le succès, et décidés à mettre à exécution leur dessein de faire disparaître de la société toute idée et toute influence religieuse, pour pouvoir ensuite plus facilement bouleverser tout régime politique et les bases elles-mêmes de n'importe quelle constitution civile, ces mêmes hommes ont demandé qu'on proscrivit tout salubre élément religieux des hôpitaux, des collèges, de l'armée, des asiles de charité et de toutes les institutions de l'État.

« Notre cœur saigne en voyant les fils de cette noble nation, qui a trouvé pendant des siècles sa force et sa gloire dans les sublimes enseignements et les bienfaisantes pratiques de la foi catholique, privés du précieux héritage reçu de leurs pères, et engagés sur le chemin de cette déraisonnable indifférence en matière de religion qui conduit les peuples aux plus lamentables excès.

« A ce même dessein se rattachent les efforts continuels que l'on fait depuis des années pour diminuer les ressources matérielles dont l'Église se trouve en possession légitime et qui sont indispensables à sa conservation et au libre exercice de son culte.

« Nous ne pouvons omettre davantage, Mon-

sieur le Président, de vous signaler d'autres dangers très graves, dont l'Église catholique semble être menacée en France. Nous voulons parler de deux projets de lois, l'un regardant le lien sacré du mariage et l'autre, l'obligation du service militaire auquel on voudrait assujettir le clergé. Le sens politique et la sagesse des hommes qui sont au pouvoir ne permettront certainement pas que de tels projets, mis en avant par des personnes hostiles à l'Église et au bien véritable de la société, deviennent partie intégrante de la législation d'un pays qui n'a rien eu plus à cœur, dans les siècles passés, que de conserver la stabilité et l'harmonie dans les familles, principe et fondement de la force et de la prospérité des États, et de protéger et garantir la formation de son patriotique clergé, parce qu'il savait que, de la moralité, de la science et de l'activité du clergé, dépendraient le bien et la dignité morale de la nation. Nous ne pouvons croire que l'on veuille s'éloigner de ces antiques et nobles traditions, et introduire en France une innovation sur la nature et le caractère du mariage, qui, outre qu'elle est contraire à la doctrine dogmatique de l'Église catholique, doctrine sur laquelle ne peut porter aucune transaction puisqu'elle a été établie

ainsi par son divin Fondateur, a eu les plus tristes résultats dans les pays non catholiques eux-mêmes, qui ont eu fréquemment à déplorer l'accroissement des divisions dans les familles, l'humiliation de la femme, le préjudice très grave des enfants, l'affaiblissement de la société domestique, l'augmentation de la corruption des mœurs. Nous ne pouvons supposer davantage que l'on veuille soustraire à ses soins maternels, les jeunes gens qu'elle prépare au ministère des âmes dans une pureté de vie égale à la sublimité de leur mission, et de ne plus pouvoir satisfaire aux besoins spirituels des fidèles par suite du manque de prêtres, dont le nombre est dès maintenant faible et insuffisant.

« Tels étaient, Monsieur le Président, les motifs principaux de Notre douleur et de Nos préoccupations, quand, pour accroître l'un et l'autre, Nous apprîmes les mesures de rigueur adoptées par le gouvernement contre le clergé et l'avis du conseil d'État, avis qui, sans tenir compte de l'esprit ni de la lettre du Concordat, reconnaît au pouvoir exécutif le droit de diminuer ou de supprimer le traitement des ecclésiastiques et des évêques eux-mêmes. Nous ne pouvons cacher que ces faits nous causèrent la plus pénible surprise.

« Il est connu de tous que, lorsqu'on défère au Saint-Siège n'importe quel écrit suspect de contenir des doctrines erronées sur la morale ou le dogme catholique, le Siège apostolique, qui a l'obligation de veiller à l'intégrité de la foi et des mœurs, a coutume de l'examiner et de prononcer sur cet écrit son jugement, sans en rendre compte à aucune autorité terrestre. Car ce jugement faisant partie de la direction la plus intime des âmes et de la discipline intérieure de l'Église, ne peut être lié par aucun pacte international, puisqu'il est de la compétence exclusive du magistère de cette même Église. Ce qui était arrivé depuis les siècles les plus éloignés de l'antiquité pour d'autres livres, arriva également pour les manuels que vous connaissez (1) : Ayant été reconnus contraires aux vrais principes de la religion, ils furent rangés parmi les livres dont la lecture est défendue aux fidèles.

« Cette censure qui, à peine publiée dans la manière prescrite par l'Église, oblige les consciences catholiques, a décidé les évêques à rappeler aux fidèles leurs devoirs à ce propos, de la même façon qu'ils le font souvent pour d'au-

(1) Il s'agit des Manuels scolaires.

tres préceptes des lois divines et ecclésiastiques : Nous ne pouvons comprendre comment dans ce fait, qui ne sortait certes pas du terrain purement religieux et du ministère pastoral, le gouvernement a pu trouver des arrières-pensées politiques et, par suite, a procédé à des mesures de rigueur, contre lesquelles le Siège apostolique a toujours protesté et qui ne rencontrent de précédent qu'aux époques de guerre ouverte contre l'Église.

« Nous n'ignorons pas qu'on a prétendu justifier ces mesures par l'agitation des consciences née des lettres pastorales des évêques, par le peu de modération de leur langage, et par la nécessité, pour l'autorité civile, de se munir d'une arme de défense contre les exagérations de quelques membres du clergé.

« Mais, alors même que de tels motifs eussent eu quelques fondements, Nous déplorons par-dessus tout que le gouvernement de la République, avant de prendre une mesure si grave, — qui, par suite des pénalités qu'elle devait entraîner contre l'épiscopat et le clergé, était intimement connexe au droit de dotation ecclésiastique sanctionné par un pacte solennel et bilatéral, Nous déplorons, que le gouvernement ait voulu agir unilatéralement et sans entente préa-

lable avec le Siège apostolique. De plus Nous ne pouvons nous dispenser de faire observer que la perturbation des consciences ne dérive pas de la publication des décrets de la Congrégation de l'Index, mais remonte à des causes plus éloignées, parmi lesquelles il faut citer, en premier lieu, le fait d'avoir écarté des écoles l'enseignement religieux à l'immense détriment de la foi des générations naissantes, malgré les réclamations de l'épiscopat tout entier et des pères de famille, et d'avoir introduit dans les manuels scolaires des principes contraires à notre sainte religion. Le gouvernement lui-même, qui avait prévu ces événements, s'était empressé de promettre que, dans les écoles, on n'aurait jamais rien enseigné de contraire à la religion, rien qui pût, par conséquent, offenser la conscience des jeunes gens et de leurs parents. Mais, Nous avons le devoir de le dire avec cette franchise qui est le propre de Notre ministère apostolique, ces promesses n'ont pas été tenues.

« Ce fait, douloureux mais incontestable, pourrait servir d'explication à certains actes ou à certaines expressions de quelques membres du clergé, au sujet desquels le gouvernement croit devoir faire entendre ses plaintes. En présence du dommage moral que souffre la jeu-

nesse par la suppression de l'éducation religieuse dans l'école, dommage encore augmenté par la lecture de livres que la seule autorité compétente a déclarés hostiles aux principes sacrés de la religion, chacun comprend que le cœur d'un évêque, à qui incombent la charge et la responsabilité des âmes, doit surabonder d'affliction et d'amertume.

« Et c'est contre les pasteurs qu'il faudrait se procurer des armes défensives, comme si l'attaque et l'offense venaient de leur part? Cette nécessité pourrait se comprendre si les évêques, sortant de leur sphère religieuse, inculquaient des principes contraires à l'ordre public; mais tant que, demeurant dans le domaine de la conscience, ils s'efforcent de conserver à la nation, intègres et sans tache la foi et la morale évangélique, auxquelles le peuple français dans sa grande majorité attache comme de raison le plus vital intérêt, il Nous semble qu'il n'y a pas de motif juste et suffisant de recourir à des précautions générales de cette gravité, qui ne peuvent qu'alarmer et froisser tous les catholiques et surtout l'épiscopat français, lequel mérite si bien de la religion et de la patrie.

« Ce résumé des principaux dommages soufferts par la religion catholique de France et de

ceux qui la menacent pour l'avenir, semble justifier l'opinion admise déjà par beaucoup de personnes qui suivent attentivement et sans passion la marche des affaires publiques dans le pays, à savoir que l'on cherche à y mettre graduellement à exécution, au nom des prétendues exigences du temps, le plan conçu par les hommes hostiles à l'Église, qui en la dénonçant comme une ennemie, cherchent à soustraire à son action et à son influence bienfaisante toutes les institutions civiques et sociales.

« Par tout ceci vous comprendrez certainement, M. le Président, combien sont justes Nos appréhensions et Nos angoisses. Nous ne pouvons Nous empêcher d'appeler votre attention sur les tristes conséquences dont seraient menacées la religion et la société civile, si l'on ne prenait des mesures opportunes pour ramener le calme dans les consciences des fidèles, assurer à l'Église la pacifique possession de ses droits, et Nous rendre possible la continuation de notre attitude si paternellement modérée et si utile à votre nation, même sur le terrain de son influence à l'étranger, influence que le gouvernement français désire justement, comme il nous l'a fait savoir récemment encore, conserver et accroître de concert avec le Siège Apostolique.

Au moment où toutes les nations, effrayées de la série de maux qui proviennent de la propagation croissante de doctrines erronées, se rapprochent du souverain Pontificat, qu'ils savent être en possession de remèdes efficaces pour consolider l'ordre public et le sentiment du devoir et de la justice, on éprouverait une bien douloureuse impression en voyant la France, cette fille aînée de l'Eglise, alimenter dans son sein les luttes religieuses, et par conséquent perdre cette union et cette homogénéité entre les citoyens, qui a été par le passé l'élément principal de sa vitalité et de sa grandeur. Cette perte obligerait l'histoire à proclamer que l'œuvre inconsiderée d'un jour a détruit en France le travail grandiose des siècles.

« Nous voulons espérer que les hommes d'État qui dirigent les destinées de la France s'inspireront de cet ordre d'idées, et Nous en prenons comme gage les sentiments exprimés dans la note à laquelle Nous avons fait allusion en commençant. Nous ne doutons donc pas qu'ils ne sachent rendre ces intentions efficaces, en restituant à Dieu la place qui lui est due dans les institutions gouvernementales et sociales, en ne diminuant pas, mais en accroissant au contraire l'autorité et la force de l'épiscopat, en respectant

les droits sacrés de la milice ecclésiastique en ce qui concerne le service militaire, afin que l'action du clergé ne vienne pas à décroître à l'intérieur et à l'extérieur; en empêchant enfin qu'on adopte les mesures nuisibles à l'Église et préparées par des hommes ennemis de la religion et de l'autorité, ces deux fondements principaux de l'ordre social et de la félicité des nations.

« Nous Nous rappelons avec plaisir, M. le Président, les sages et nobles paroles que vous adressiez à Notre nonce, lorsque celui-ci avait l'honneur de vous remettre ses lettres de créance, et en conséquence Nous nourrissons une pleine confiance que, moyennant votre puissante influence, les précieux avantages de la paix religieuse seront conservés en France.

« Dans cette espérance et en faisant des vœux pour votre prospérité et celle de l'illustre nation française, Nous accordons de toute l'affection de notre cœur Notre bénédiction apostolique à vous-même, à votre famille et à toute la France catholique. »

LÉON XIII, Pape.

M. Grévy ne put contester la justesse de ces

réclamations et il répondit au Saint-Père la lettre suivante :

Juin 1883.

TRÈS-SAINT-PÈRE,

« J'ai reçu la lettre que Votre Sainteté m'a fait l'honneur de m'écrire au sujet des affaires religieuses en France.

« Personne plus moi ne déplore le caractère qu'elles ont pris et ne désire plus ardemment une solution qui concilie les intérêts de l'Église et ceux de l'État.

« Votre Sainteté se plaint avec juste raison des passions antireligieuses. Il en existe certainement à côté des sentiments opposés de la grande majorité des Français. Mais ces passions, que je réprouve, peut-on méconnaître qu'elles sont nées principalement de l'attitude hostile d'une partie du clergé à l'égard de la République, soit à son avènement soit dans les luttes qu'elle a eu depuis à soutenir pour son existence, soit dans celles qu'elle soutient encore journellement contre ses mortels ennemis?

« Dans le funeste conflit de passions contraires, je ne puis malheureusement que fort peu sur les ennemis de l'Église; Votre Sainteté peut beaucoup sur les ennemis de la République. Si elle

daignait les maintenir dans cette neutralité politique qui est la grande et sage pensée de son pontificat, Elle nous ferait faire un pas décisif vers un apaisement si désirable.

« Dans son appel au Président de la République, Votre Sainteté ne doit pas perdre de vue le rôle assigné au chef du pouvoir exécutif par la constitution française.

« En ce qui concerne les mesures gouvernementales, renfermé dans son irresponsabilité, le président doit s'abstenir de tout acte personnel. Il ne peut qu'offrir ses conseils au ministère, et il ne manque pas à ce devoir.

« Quant aux lois et aux résolutions parlementaires, il n'y intervient que par ses ministres, qui ont eux-mêmes à compter avec les majorités des deux Chambres.

« Toutefois, grâce au temps qui amène avec lui la réflexion et l'expérience, grâce aux dispositions que manifeste le parlement, grâce aux efforts du gouvernement, qui est animé des sentiments les plus modérés et les plus conciliants, il est permis d'entrevoir des jours moins difficiles, et si Votre Sainteté daigne persévérer dans l'attitude que sa bienveillance et sa haute intelligence des choses et du temps présent lui ont fait prendre, aux applaudissements respectueux

de tous les amis éclairés de la religion et de la paix publique, si la partie hostile du clergé finit par désarmer, nous avons l'espérance de voir tomber bientôt ces regrettables débats et d'arriver enfin à une heureuse pacification.

« Je demande à Votre Sainteté la permission de ne pas la suivre dans le détail des divers points auxquels sa lettre touche. J'aurais beaucoup de choses à approuver ; il en est quelques autres sur lesquelles je demanderais peut-être à faire de respectueuses réserves. Mais le caractère de ma fonction ne me permet pas d'entrer personnellement dans une discussion que la loi réserve aux ministres responsables. Je leur ai communiqué la lettre de Votre Sainteté, en recommandant à leur plus vive sollicitude les griefs qu'elle renferme. Je suis assuré qu'ils feront ce qui dépendra d'eux pour leur donner toute la satisfaction possible.

« Je remercie Votre Sainteté du précieux témoignage d'estime et de confiance dont elle m'a honoré en m'adressant personnellement sa lettre. Je la remercie aussi de la bénédiction apostolique qu'elle a daigné à cette occasion donner à la France, à ma famille et à moi, et je la prie d'agréer l'humble expression de ma

haute vénération et de mon profond respect. »

Jules GRÉVY,

Président de la République Française.

Le 10 février 1880, l'encyclique *Arcanum* sur le mariage chrétien avait dénoncé la loi du divorce, le 8 février 1884, Léon XIII rappelait que l'Église « a toujours condamné ouvertement les écoles mixtes et les écoles neutres (1) », le 20 avril de la même année, il protestait contre le service militaire imposé aux clercs, et contre les doctrines et les entreprises des francs-maçons (2), et personne n'a oublié qu'à diverses reprises et spécialement dans un document adressé dernièrement au cardinal Richard, archevêque de Paris, le Souverain Pontife a défendu les droits, les privilèges, la perfection de la vie religieuse.

Pendant ce long Pontificat, en France, la religion et le gouvernement n'ont guère cessé d'être en lutte. Pas un abus de pouvoir ne s'est produit qui n'ait provoqué des représentations du Pape. La modération de la forme dont le Pape ne se

(1) *Nobilissima Gallorum gens.*

(2) *Humanum genus.*

départit jamais, ajoutait à l'énergie des revendications.

Jusqu'ici nous ne trouvons pas un mot dont les anciens partis aient eu le droit de se froisser.

IV. — Mais qu'ajoutait le Saint-Père : Premièrement il rappelait le but que les catholiques et les hommes « qui n'ont pas perdu la notion de l'honnête (1) » doivent viser de toutes leurs forces : le maintien parmi nous de « l'élément générateur et conservateur de la grandeur morale » de la France. Cet élément, c'est la religion qui « seule peut créer le bien social, ... et maintenir sur de solides fondements la paix d'une nation » (2).

Deuxièmement, le Pape indiquait le seul moyen qu'eussent les Français honnêtes de maintenir cette base du bien social et de la paix dans leur patrie : c'était l'unité et la concorde des esprits et des volontés. « Nous le constatons mieux de jour en jour, disait Léon XIII, dans la poursuite de ce résultat, l'action des hommes de bien était nécessairement paralysée par la division de leur force. De là ce que nous avons dit et redisons à tous : Plus de partis entre vous ; au contraire, union complète pour soutenir de con-

(1) *Au milieu des sollicitudes.*

(2) *Ibid.*

cert ce qui prime tout avantage terrestre, la religion, la cause de Jésus-Christ » (1). En effet pour « arrêter la France sur la pente qui la mène aux abîmes » les efforts « deviendraient radicalement stériles s'il manquait aux forces conservatrices l'unité et la concorde dans la poursuite du but final, c'est-à-dire la conservation de la religion, puisque là doit tendre tout homme honnête, tout ami sincère de la société (2) ».

Cette idée mère dominait toute l'Encyclique : la nécessité d'unir toutes les forces honnêtes de la nation pour arrêter celle-ci *sur la pente qui la mène aux abîmes*.

Troisièmement enfin, « le but une fois précisé, le besoin d'union pour l'atteindre une fois admis », quel sera le moyen d'assurer cette union ? « *L'acceptation du pouvoir civil sous la forme où de fait il existe.* »

Acceptation loyale et sans arrière-pensée, car il ne pouvait convenir ni aux chrétiens, ni au Pape de simuler une soumission qui n'eût été qu'apparente. N'est-ce pas ainsi que fut accepté en France le premier Empire au lendemain d'une effroyable et sanglante anarchie » ; comme « furent acceptés les autres pouvoirs soit mo-

(1) Lettre aux cardinaux, 3 mai 1892.

(2) *Ibid.*

narchiques, soit républicains qui se succédèrent jusqu'à nos jours (1) ».

Le Docteur infailible pour prouver la nécessité dans laquelle nous étions tous de faire l'unité sur le terrain constitutionnel, enseignait quelques principes, dont aucun catholique n'avait le droit de douter. Voici les principaux :

En soi toutes les formes de gouvernements sont acceptables, car toutes peuvent réaliser le bien commun.

Quelle que soit la forme du gouvernement, les citoyens doivent l'obéissance à celui-ci, et le respect comme « représentant le pouvoir venu de Dieu ».

Voici la raison de ce devoir : « Le temps, ce grand transformateur de tout ici-bas, opère dans les institutions politiques de profonds changements »... Parfois ces changements succèdent « à des crises violentes, trop souvent sanglantes, au milieu desquelles les gouvernements préexistants disparaissent de fait ; voilà l'anarchie qui domine ; bientôt l'ordre public est bouleversé jusque dans ses fondements. Dès lors une *nécessité sociale* s'impose à la nation ; elle doit sans retard pourvoir à elle-même..... »

(1) Lettre aux cardinaux.

Par conséquent, dans cette hypothèse qui s'est vérifiée pendant toute l'histoire de France au XIX^e siècle, puisque le premier Empire est sorti d'une révolution, la Restauration d'une autre révolution, la Monarchie de Juillet d'une troisième révolution, la République de 1848 et l'Empire d'une quatrième révolution, et la République actuelle d'une cinquième révolution, dans cette hypothèse disons-nous « la nécessité sociale justifie la création et l'existence des nouveaux gouvernements, quelle que soit leur forme ».

Mais quand ils sont constitués, la nécessité sociale qui les a fait naître, impose leur acceptation. Car « le bien commun de la société qui l'emporte sur tout autre intérêt », qui est « le principe créateur, l'élément conservateur de la société humaine, » « se trouve lié » au pouvoir établi et « mis à l'œuvre ». Et parce que tout citoyen a pour premier devoir de respecter le bien commun, il lui est défendu de rien tenter pour renverser le pouvoir ou pour en changer la forme. Agir autrement, ce serait tomber dans l'insurrection « qui attise les haines entre les citoyens, provoque les guerres civiles et peut rejeter la nation dans le chaos de l'anarchie », et par conséquent anéantir le bien commun.

Et cette même nécessité sociale imposera la persévérance dans « ce grand devoir de respect et de dépendance, tant que les exigences du bien commun le demanderont, puisque ce bien est après Dieu dans la société, la loi première et dernière (1). »

Et enfin le Pape jugeait la religion base, et part capitale dans le bien commun, intéressée à ce que l'on acceptât la forme du gouvernement français actuel. Il enseignait, qu'au moment où nous sommes, ce bien commun exigeait qu'on ne tentât pas de la changer. Et il résumait l'attitude que devaient prendre les catholiques dans ce texte éloquent de saint Augustin. « Quelquefois les puissances de la terre sont bonnes et craignent Dieu ; d'autres fois, elles ne le craignent pas. Julien était un empereur infidèle à Dieu, un apostat, un pervers, un idolâtre. Les soldats chrétiens servirent cet empereur infidèle. Mais, dès qu'il s'agissait de la cause de Jésus-Christ ils ne reconnaissaient que celui qui est dans le ciel. Julien leur prescrivait-il d'honorer les idoles et de les encenser ? Ils mettaient Dieu au-dessus du prince. Mais leur disait-il : Formez vos rangs pour marcher contre telle nation

(1) *Au milieu des sollicitudes.*

ennemie! à l'instant ils obéissaient. Ils distinguaient le Maître éternel du maître temporel, et cependant, en vue du Maître éternel, ils se soumettaient à un tel maître temporel (1). »

Voilà quelle fut l'attitude de Léon XIII vis-à-vis des anciens partis. — Nous ne voyons pas en vérité en quoi ces paroles « si simples et si claires (2) », pouvaient blesser leurs personnes, leurs sentiments, ou arrêter leur action contre les lois de persécution dont ils avaient le droit et le devoir de se déclarer les adversaires. Une seule chose était changée : au lieu de s'occuper de combattre la forme du gouvernement, au lieu de concentrer sur ce point tous leurs efforts, ils devaient s'unir pour combattre les lois mauvaises. Et le Pape leur disait : Le mal devient trop grave pour que vous songiez à autre chose qu'à l'arrêter, comme il nous eût dit si le feu avait pris aux quatre coins de notre pays : Éteignez le feu avant tout, voilà le devoir qui prime tout.

V. — Si les paroles de Léon XIII et ses directions prises comme elles avaient été données n'étaient blessantes pour aucun des anciens partis,

(1) In Ps. 124, n° 7.

(2) Lettre aux cardinaux.

elles devaient concilier au Pontife les esprits loyaux et honnêtes du parti républicain. — Le Pape offrait l'occasion au gouvernement de grouper autour de lui toutes les forces saines de la nation, et d'arracher celle-ci aux divisions qui la déchirent d'une manière sanglante et qui la tuent. Car il s'agissait là de la vie de la France, ni plus, ni moins. Léon XIII préparait cette œuvre et la facilitait au gouvernement : parce que, premièrement, le Saint-Père avait enseigné que « dans les conditions où est actuellement la France, il ne paraît pas possible de revenir à l'ancienne forme du pouvoir sans passer par de graves perturbations » et qu'il ne souffrirait pas « que quelques hommes, entraînés par l'esprit de parti, se servissent d'une apparence de religion comme d'un bouclier, pour faire plus sûrement opposition au pouvoir public depuis longtemps établi (1) ». Secondement, dégageant la religion « des passions humaines » et des « complications trompeuses de la politique (2) », il déclarait légitimes toutes les formes de gouvernement et demandait aux catholiques français de se soumettre au pouvoir existant, de le respecter comme venant d'en haut, toutes les fois

(1) Lettre au cardinal Lecot, 13 août 1893.

(2) *Ibid.*

que ses lois et ses préceptes n'étaient pas contraires aux volontés de Dieu et de l'Eglise.

Ce dernier point en particulier aurait dû toucher, car, chacun le comprend, les membres de nos gouvernements pouvaient désirer de voir cesser ces injures et, disons-le, parfois ces calomnies qui les accablaient de tous les côtés. Et par conséquent dans le gouvernement et dans le parti républicain les hommes raisonnables devaient être reconnaissants au Pape et saisir l'occasion avec empressement de réunir toutes les forces françaises, vraiment françaises, et rompre avec les sectes ennemies, qui, les gens sensés de toute opinion sont forcés de le constater aujourd'hui, en veulent autant à la France qu'à la religion elle-même.

VI. — Mais que se passa-t-il devant ces directions que les Français auraient dû suivre comme inspirées par la plus haute sagesse, que les catholiques devaient accepter comme venant à la fois de la plus haute sagesse et de la suprême autorité.

Premièrement, l'opposition à ce que l'on a appelé la Politique pontificale vint des sectaires que Léon XIII avait dénoncés. Parfois on a trop accusé les catholiques d'être responsables des

maux qui nous accablent. Avant tout, les ennemis de la pacification, les auteurs de la ruine dont nous sommes menacés, ce sont ces hommes qui voulaient être seuls les maîtres de la France, exploiter sa fortune à leur profit, conduire le peuple et gagner ses suffrages à force de mensonges et à force de promesses faites aux appétits excités, et dominer le gouvernement par la peur qu'ils savaient lui inspirer. Comme ces hommes se rendaient compte que les catholiques et leur religion étaient la puissance la plus capable d'arrêter leur œuvre d'ambition, de convoitise et d'iniquité, ils formèrent « le vaste complot d'anéantir en France le christianisme, foulant aux pieds les plus élémentaires notions de liberté et de justice pour le sentiment de la majorité de la nation ».

Quand le Pape donna les directions dont nous avons parlé, la sagesse de l'Encyclique ne leur *échappa pas*. On pourrait dire qu'ils furent « les plus clairvoyants à en saisir le sens, à en mesurer la portée pratique. Aussi, depuis la dite Encyclique, vraie messagère de paix pour tout homme de bonne volonté, qu'on en considère le fond ou la forme, ces hommes de parti ont redoublé d'archarnement impie. » Pour empêcher l'idée du Pape d'aboutir, ils

ont protesté contre son intervention, ils ont déclaré que la distinction faite entre les pouvoirs constitués et la législation était inadmissible, ils ont demandé et souvent obtenu que le gouvernement affirmât l'unité intangible de la république et les lois d'oppression édictées par elle, ils ont publié que jamais ils n'accepteraient de voir entrer au pouvoir des catholiques qu'ils savaient parfaitement être des hommes d'une conscience et d'un patriotisme sans reproche. Ils ont poussé le gouvernement, hélas, plus d'une fois avec succès, non pas seulement à maintenir les lois mauvaises, mais encore à des édits nouveaux de tyrannie. Et qu'on ne dise pas que les catholiques les ont excités, non. « Saisissant, pour en venir à leurs fins, les moindres prétextes, et sachant au besoin les faire surgir, *ils* ont profité de certains incidents qu'en d'autres temps ils auraient jugés inoffensifs pour donner champ libre à leurs récriminations, montrant par là leur parti pris de sacrifier à leurs passions antireligieuses l'intérêt général de la nation, dans ce qu'il y a de plus digne de respect. » En un mot d'un côté, ils ont employé tous les moyens pour empêcher le gouvernement de donner satisfaction aux légitimes réclamations des catholiques et du

Pape, et ils ont fait l'impossible pour décourager les catholiques et leur prouver qu'en France la République est inséparable de l'iniquité des lois et de la haine religieuse, et par conséquent qu'on ne peut s'y rallier.

Voilà les vrais et les plus grands coupables dans cette affaire. Ennemis du bien public et de la religion, ces hommes sont, dans notre société, le levain des discordes dont nous mourons (1).

En dehors d'eux, il nous semble que plusieurs catégories de citoyens auraient dû faire davantage pour le bien public.

D'abord, les hommes qui, nombreux encore dans les Chambres, puissants au gouvernement, possédant la confiance du peuple en qualité de républicains de la veille, et se rendant compte que la politique de Léon XIII était la sagesse, que les procédés de persécution conduisaient à l'abîme, n'eurent pas le courage de tendre la main aux catholiques, ni de dire assez haut le droit de tous les Français, portent une part de responsabilité.

(1) Il serait inutile de noter tous les discours, tous les articles dans lesquels se firent entendre ces colères. Signalons pourtant le discours de M. J. Ferry à Vic-de-Bigorre, 20 avril 1891, les protestations de la *Lanterne*, et l'attitude des convents maçonniques de 1891, et les dénonciations de M. Brisson contre le *Temps* et le *Journal des Débats*.

A plus forte raison, faut-il regretter que plusieurs se soient crus obligés de faire des protestations anti-religieuses et anti-cléricales qu'ils désavouaient intérieurement.

Parmi les catholiques divers sentiments eurent cours qui nuisirent certainement au mouvement créé par le Pape.

Les uns ne se rendant pas *suffisamment compte des paroles de Léon XIII* (1) eurent le grave tort de combattre les directions pontificales, et excités par les excès des journaux et des conversations, de se livrer à des récriminations, à des accusations, à des violences de langage inconciliables avec le respect souverain que tout chrétien doit avoir pour le chef auguste de l'Église. Des articles signés d'hommes considérables, des manifestes parurent dans lesquels, le langage du Pape était dénaturé. Bien des affirmations étaient émises fort peu orthodoxes, des protestations sans respect, des craintes injurieuses se formulaient à l'endroit du Pontife. Des esprits affichèrent la prétention « malheureuse et absurde » d'avoir « plus souci de l'Église » que le Saint-Père lui-même, et s'arrogèrent « le droit de parler en son nom

(1) Lettre aux cardinaux français.

contre les enseignements et les prescriptions de celui qui est en même temps le protecteur et le chef de l'Église (1). »

Il fut de mode dans certains salons, parmi des gens qui souvent n'avaient même pas lu les enseignements pontificaux, de critiquer à outrance Léon XIII, le cardinal Rampolla, les divers nonces qui se succédèrent en France, et de prêcher la résistance à leurs directions.

D'autres, plus réservés dans leurs appréciations, se retirèrent dans un silence douloureux et inactif et manquant de foi dans le gouvernement du Pape se désintéressèrent totalement des choses publiques, alléguant des prétextes pour justifier leur attitude qu'inspirait en réalité un mécontentement secret.

D'autres n'entraient qu'à moitié, en hésitant, avec mille réticences dans les desseins du Saint-Père, et leur concours était proportionné à leur adhésion.

Disons-le un trop grand nombre de fidèles perdirent leur temps et leurs vies dans des expectatives, dans des discussions inutiles.

La question était grave, l'initiative prise par le Souverain Pontife n'avait pu se produire

(1) Lettre au cardinal Lecot.

qu'après longue et mûre réflexion, un devoir grave s'imposait aux catholiques d'obéir pleinement. Et l'on épiloguait, et l'on remettait, et l'on décidait d'une manière orthodoxe le problème métaphysique, en laissant la liberté à chacun dans la pratique, et l'on interprétait chaque mot venu soi-disant de Rome et qui semblait contredire l'enseignement officiel. Le Pape avait-il donné un précepte ou un conseil? Ce conseil ou ce précepte obligeait-il? S'il obligeait était-ce gravement? Et cette décision de Léon XIII ne venait-elle pas d'un défaut d'information? Mieux renseigné n'allait-il pas changer l'orientation de sa politique?

L'obéissance au Pape devait se traduire par une volonté active, par un travail dans le sens qui nous avait été indiqué et beaucoup même parmi les soumis se refusaient à tout effort. Par loyauté et par politique il eût fallu des déclarations nettes, faites avec entrain et « *propres à entraîner des hommes mis depuis longtemps en défiance* », et l'on osait à peine prononcer le mot de République, on se contentait de « *demi-concessions, de mots attendus qui restaient dans la gorge, de périphrases académiques, si vagues qu'elles ne contentaient personne* (1) ».

(1) M. Melchior de Vogué.

Ce n'est pas par une action, si contrariée, si hésitante, si morcelée, qu'on arrive à créer un mouvement, ni à changer le courant des idées.

Enfin, les interprétations outrées que certains catholiques d'une autre nuance donnèrent à la direction de Léon XIII, contribuèrent à augmenter le mal.

Ceux-ci, anciens partisans des gouvernements nouveaux, n'avaient guère d'autorité pour prêcher la soumission au Pape. On les avait entendus parler avec une liberté excessive du Concile du Vatican, du Syllabus, du pouvoir indirect de l'Église dans les choses temporelles, on les avait trouvés d'une indulgence extrême pour la Révolution, accusant vite les bons, excusant plus vite encore les méchants, prêchant toujours le pardon et la patience vis-à-vis des persécuteurs et frappant, sans assez de scrupule sur les persécutés. On s'étonna que, tout d'un coup, ils fussent devenus les partisans si résolus des idées romaines, et on les eût facilement accusés de faire ce qu'ils avaient tant reproché aux anciens partis, de se servir de la religion pour amener le triomphe de leurs idées politiques.

Ce zèle pourtant, eût été louable dans sa substance, et aurait pu produire des fruits, s'il n'eût

usé d'interprétations qui dénaturaient parfois la pensée de Léon XIII et d'armes qui contrariaient les desseins de pacification du Pontife. Les interprétations forçaient la doctrine du Pape sur la forme du gouvernement, et l'atténuaient sur la question des lois.

Il y avait une tendance à affirmer des propositions que Léon XIII n'avaient point émises, à soutenir, par exemple, que la démocratie était le gouvernement idéal en général et en particulier pour la France. Mais nous avons eu occasion de le dire, ce n'est point l'idée de saint Thomas, le docteur de Léon XIII, ni des philosophes catholiques. Le gouvernement idéal, dans le raisonnement absolu, c'est la monarchie, imitation du gouvernement divin, le plus parfait des gouvernements, qui possède précisément le bien total car il possède l'unité. Mais étant donnée la faiblesse humaine, d'ordinaire, le gouvernement qui convient le mieux aux peuples, c'est la monarchie tempérée d'aristocratie et de démocratie, gouvernement *d'un seul*, conseillé par plusieurs choisis par le peuple et parmi les plus vertueux.

Cette monarchie tempérée ne se confond nullement avec le gouvernement parlementaire comme il existe aujourd'hui. La seule chose

qu'enseignât Léon XIII, c'est qu'en soi toutes les formes de gouvernement sont acceptables. Prétendre qu'il avait exalté la forme républicaine au-dessus des autres, c'était outrepasser sa parole et sa pensée, et blesser inutilement une foule d'hommes qui avaient le droit de garder spéculativement leurs préférences.

La même note exagérée se rencontrait dans l'affirmation que la République était définitivement établie en France. Qui donc peut ainsi décider de l'avenir et dans notre pays, où hélas ! les choses sont si mobiles, qui peut assurer que l'on ne brûlera pas demain ce qu'hier on a adoré ?

Quand il s'agissait de la législation, on était porté dans cette catégorie à se tenir en deçà des vues de Léon XIII. On était ennemi de toute protestation et de toute résistance, on avait souvent l'air d'insinuer, qu'après tout, l'on pourrait se résigner aux lois mauvaises. Du moins on se plaisait à rappeler et à grouper les excès et les violences des anciens régimes, sans parler des services que ceux-ci avaient rendus, et l'on semblait vouloir atténuer par ces souvenirs l'odieuse des persécutions nouvelles. Ajoutons que, glissant trop légèrement sur des jours de sang et de tyrannie cruelle qui n'ont pas manqué à

notre histoire depuis plus de cent ans, on se plaisait à exagérer étrangement l'importance de certains progrès incontestables, et quelquefois même on s'essayait à réhabiliter des hommes presque tous ennemis passionnés de l'Église, et dont plusieurs étaient à jamais condamnés par tout ce qu'il y avait de sain dans l'opinion catholique.

Nous n'avons pas besoin de dire ce que ce procédé d'histoire et de philosophie porte avec lui d'inacceptable; chacun peut en juger facilement.

Mais il faut savoir que, loin d'être l'écho de la pensée de Léon XIII, cette note lui était formellement opposée.

Le Pape, en effet, réproouve la *témérité* de ceux qui, par un faux zèle, « s'arrogent un rôle qui ne leur appartient pas en prétendant subordonner la conduite de l'Église à leurs idées et à leurs volontés au point de supporter avec peine et de n'accepter qu'avec répugnance tout ce qui s'en écarte » (1). Mais, d'autre part, il déclare que « l'Église ne saurait accorder ni son patronage, ni sa faveur aux hommes qu'elle sait lui être hostiles, qui refusent ouvertement de respecter ses droits, qui cherchent à briser

(1) *Sapientia christianæ.*

l'alliance établie par la nature même des choses entre les intérêts religieux et les intérêts de l'ordre civil. Au contraire, son devoir est de favoriser ceux qui ont de saines idées sur les rapports de l'Église et de l'État et s'efforcent de les faire servir par leur accord au bien général. Ces préceptes renferment la règle à laquelle tout catholique doit conformer sa vie publique. En définitive, partout où l'Église ne défend pas de prendre part aux affaires publiques, l'on doit soutenir les hommes d'une probité reconnue et qui promettent de bien mériter de la cause catholique, et pour aucun motif il ne serait permis de leur préférer des hommes hostiles à la religion (1) ».

Il condamne la fausse prudence. « Il en est, en effet, dit-il, qui pensent qu'il n'est pas opportun de résister de front à l'iniquité puissante et dominante, de peur, disent-ils, que la lutte n'exaspère davantage les méchants. De tels hommes sont-ils pour ou contre l'Église? On ne saurait le dire. Car, d'une part, ils se donnent pour professer la doctrine catholique; mais, en même temps, ils voudraient que l'Église laissât libre cours à certaines théories qui lui sont con-

(1) *Sapientiæ christianæ.*

traires. Ils gémissent de la perte de la foi et de la perversion des mœurs; mais à de tels maux, ils n'ont le souci d'apporter aucun remède et même il n'est pas rare qu'ils en augmentent l'intensité, soit par une indulgence excessive, soit par une pernicieuse dissimulation... La prudence de ces hommes est bien celle que l'apôtre saint Paul appelle sagesse de la chair et mort de l'âme, parce qu'elle n'est pas et ne peut pas être soumise à la loi de Dieu. Rien n'est moins propre à diminuer les maux qu'une semblable prudence. En effet, le dessein arrêté des ennemis — et beaucoup d'entre eux ne craignent pas de s'en expliquer et de s'en glorifier ouvertement, — c'est d'opprimer la religion catholique, la seule véritable. Pour réaliser un tel dessein, il n'est rien qu'ils n'osent tenter. Car ils savent très bien que plus ils feront trembler leurs adversaires et plus ils auront de facilités pour exécuter leurs perverses entreprises. Par conséquent, ceux qui aiment la *prudence de la chair* et qui font semblant d'ignorer que tout chrétien doit être un vaillant soldat du Christ, ceux qui prétendent obtenir les récompenses promises aux vainqueurs en vivant comme des lâches et en s'abstenant de prendre part au combat, ceux-là, non seulement ne sont pas capables d'arrêter l'invasion

de l'armée des méchants, mais ils secondent ses progrès (1) ».

Malheureusement les hommes dont nous avons parlé, si loin de la vraie volonté du Pape, passèrent auprès de beaucoup pour des interprètes fidèles et ainsi furent déconcertés des gens que l'on eût gagnés si l'on avait traduit exactement la pensée du Saint-Père.

Voilà les obstacles qui se sont dressés devant l'intervention de Léon XIII et l'ont empêchée d'aboutir aux résultats plus complets que l'on était en droit d'en attendre.

VII. — Malgré cela des effets considérables se sont produits, et il est permis d'espérer que de plus considérables se produiront qui prouveront la sagesse du Pape et sa haute intelligence des intérêts de la France.

D'abord un grand nombre de catholiques adhérèrent avec une simplicité parfaite aux directions de Léon XIII, et parmi eux des hommes d'une haute situation, jouissant d'une estime universelle, et marchant à la tête de nos groupes conservateurs par leur fortune, par leur talent, par leur influence. MM. de Mackau, Piou, de Mun, et beaucoup d'autres, mirent à la

(1) *Sapientiæ christianæ.*

disposition de l'Église la meilleure volonté.

A ce groupe si prisé, il faut ajouter ceux qui n'ayant point d'engagements avec les anciens partis ne s'en montrèrent pas moins des fils attentifs aux directions de leur chef. Plusieurs ont eu la consolation de réussir, et l'on sait, pour ne citer que deux noms quel succès ont obtenu M. Motte à Roubaix et M. Gourd à Lyon.

Les évêques, le clergé en masse, les ordres religieux acceptèrent avec une filiale déférence et usèrent de leur influence pour faire accepter la parole du Souverain Pontife (1).

La plupart des journaux catholiques, à Paris et en province suivirent l'exemple des Pasteurs et même, il ne fut pas impossible de voir des candidats aux Parlements, ennemis la veille de la politique pontificale, faire appel aux jours d'élection aux idées qu'elle préconisait, et témoigner ainsi de sa force et de sa sagesse.

M. Lamy et M. de Vogüé écrivirent de belles pages sur l'intervention du Pape, M^{gr} d'Hulst, M. de Mun, M. Descôtes de Grenoble prononcèrent de beaux discours, et d'autres comme M. de Breteuil et M. Dugué de la Fauconnerie eurent des mots pratiques qui justifiaient Léon XIII.

(1) Voir lettres des Evêques en 1892. *Études religieuses* 15 octobre 1882.

Drumont lui-même affirma le droit du Pape « d'indiquer aux fidèles une direction d'esprit conforme à l'intérêt même de la religion », et déclara que Léon XIII gênait « horriblement, par l'adhésion même à la République, tous les petits jouisseurs bourgeois, tous les petits « enrichissez-vous », qui se sont fauflés et installés dans la forme républicaine pour y exploiter le pauvre monde, lui briser ses quatre illusions et lui manger ses quatre sous ».

Des libéraux sincères se déclarèrent prêts à faire bon accueil aux nouveaux venus et disposés à applaudir tous ceux qui suivraient la voie tracée. Et à partir de ce jour plusieurs comme M. de Marcère eurent une attitude de bienveillance vis-à-vis des libertés religieuses qui ne s'est plus démentie.

En face des colères du *Dix-Neuvième Siècle*, de la *Lanterne* et du *Siècle*, la *Liberté*, la *France*, les *Débats*, le *Petit Journal*, etc., réclamèrent l'égalité pour tous, y compris les catholiques.

MM. Spuller, Casimir-Perier, Burdeau, Dupuy, Constans, osèrent parler d'esprit nouveau, et ils allaient jusqu'à dire, pendant que MM. Hubbard, Clémenceau, Pelletan, fulminaient contre Rome, que la République était assez large pour abriter tous les bons Français sans excepter les

catholiques. De pareilles déclarations, souvent applaudies d'ailleurs, engagent malgré tout l'avenir, et il est permis de croire que la pensée allait encore plus loin que les déclarations.

Dans le monde intellectuel, une foule d'écrivains proclamaient hautement qu'il n'y avait plus de prétexte à la persécution. Plusieurs se tournèrent vers le Souverain Pontife avec une sympathie et une admiration qui ne se sont pas contredites. Divers articles parurent en ce sens dans le *Temps*, et la *République Française* qui méritaient des éloges et la *Revue des Deux-Mondes*, fit bientôt entendre une note qui servait avec puissance la cause de l'Église et de la liberté.

Au sein même du Gouvernement, MM. Méline, de Freycinet, Ribot, Loubet, etc., chacun selon son tempérament, témoignèrent plus d'une fois de leur désir de s'entendre avec le Saint-Père, donnèrent les preuves d'une certaine bonne volonté et assurèrent aux catholiques une tranquillité relative. D'autres, nous l'avons dit, n'osèrent pas toujours confesser leurs pensées, mais, au fond du cœur, ils rendaient la même justice au Souverain Pontife, et reconnaissaient la vérité de ses enseignements et la légitimité de ses réclamations. Si par faiblesse ou par une prudence

mal entendue, ils se croyaient encore obligés de donner de ci de là quelques coups de langue dans leurs journaux et dans leurs discours, on sentait qu'en eux-mêmes, ils avaient de moins en moins le goût des lois d'exception, et un rien les eût séparés définitivement de ceux qui voulaient rester persécuteurs. Et ainsi, on peut dire qu'un mouvement, trop lent hélas, mais, un mouvement véritable, réalisait progressivement le vœu de Léon XIII et rapprochait toutes les âmes honnêtes et patriotes, qui se rendaient compte de plus en plus que la France était en danger. Ce mouvement s'affirma sans triompher, mais avec une grande netteté et une grande puissance dans la question des congrégations. La minorité considérable qui se déclara contre la loi des associations était vraiment recrutée dans tous les partis. Parmi les auteurs même et les promoteurs de la loi, plusieurs semblaient bien aller plus loin qu'ils ne l'eussent voulu, entraînés par degré, et subissant une violence d'action qu'au commencement ils espéraient ou empêcher ou tempérer et qu'ils suivaient parce qu'ils ne pouvaient plus la dominer.

En tout cela, il y avait des résultats acquis, et ce que l'on ne dit pas assez, il y avait eu de

grands maux évités. Car où en serions-nous, si Léon XIII n'était intervenu, et à quoi serait réduite la force de la religion?

Il y avait aussi des indices précieux que ce qu'on pourrait appeler la conscience nationale avait des tendances à se ressaisir.

Sans doute le spectacle des ruines accumulées, la peur des catastrophes, les souffrances occasionnées partout par les divisions, la ruine des finances, ont contribué à éclairer les esprits, mais la parole de Léon XIII a joué dans ce retour un grand rôle et préparé l'entente.

Ajoutons un fait incontestable, c'est que dans l'ensemble du peuple, on n'avait plus, contre nous la malveillance d'il y a vingt ans. Les injures et les menaces à l'endroit des prêtres et des religieux si fréquentes à cette époque, sont rares aujourd'hui, et le fait de quelques affidés.

On peut dire que si le peuple n'est pas encore pour nous, il n'est plus volontairement contre nous. Jadis voyant en nous des ennemis du gouvernement, il était porté à trouver naturelles les représailles de celui-ci, aujourd'hui sans se rendre compte des détails, il ne comprend plus qu'on poursuive des gens qui d'eux-mêmes ont désarmé sur tout ce qui ne blessait pas leur droit.

Et l'Église, ayant nettement séparé ses intérêts de la politique pure, c'est-à-dire des formes de gouvernement et des partis, il deviendra de plus en plus difficile de trouver des prétextes à la persécuter, et la persécution deviendra aux yeux de tous et peu à peu aux yeux du peuple lui-même, de plus en plus odieuse.

Un meilleur succès était réservé à Léon XIII et à sa politique. Aujourd'hui, pour la première fois, les catholiques se préparent dans un effort intense à l'unité d'action. Mais tous s'accordent comme le disait dernièrement M. Waldeck-Rousseau, à se placer sur le terrain constitutionnel, tendent la main aux partisans de la liberté, et reconnaissent, en s'en servant, la sagesse du plan pontifical.

Faut-il désespérer que le gouvernement, comprenant qu'il s'agit du salut de la Religion et du salut de la France, ne finisse de son côté par entrer dans l'idée du chef auguste de la chrétienté? Faut-il désespérer de voir enfin tous les vrais Français apprécier ces paroles de Léon XIII! « Plus de parti entre vous, au contraire, union complète. » Quelqu'un nous a raconté, qu'un homme important du présent lui avait dit : « Le Pape est un grand général, j'aurais aimé à marcher avec lui, mais ses troupes

ne le suivent pas. » De plus en plus les troupes du Pape se mettent à le suivre avec unanimité, c'est le moment de marcher avec lui. Quelle gloire pure se ferait l'homme d'État qui, à la tête du gouvernement, réunirait toutes les énergies saines dont la France est encore si riche pour donner la liberté à tous, et reconstituer au dedans et au dehors la fortune et la paix de notre pays. L'œuvre est difficile, mais elle est de nature à tenter un grand politique et un grand patriote.

En tout cas, Léon XIII nous a montré la voie à nous qui sommes catholiques, notre devoir n'est pas douteux, c'est de travailler d'une manière active et persévérante dans le sens qu'il nous a indiqué, et de verser, dans cette année de son jubilé pontifical, la joie que lui apportera notre soumission complète et universelle.

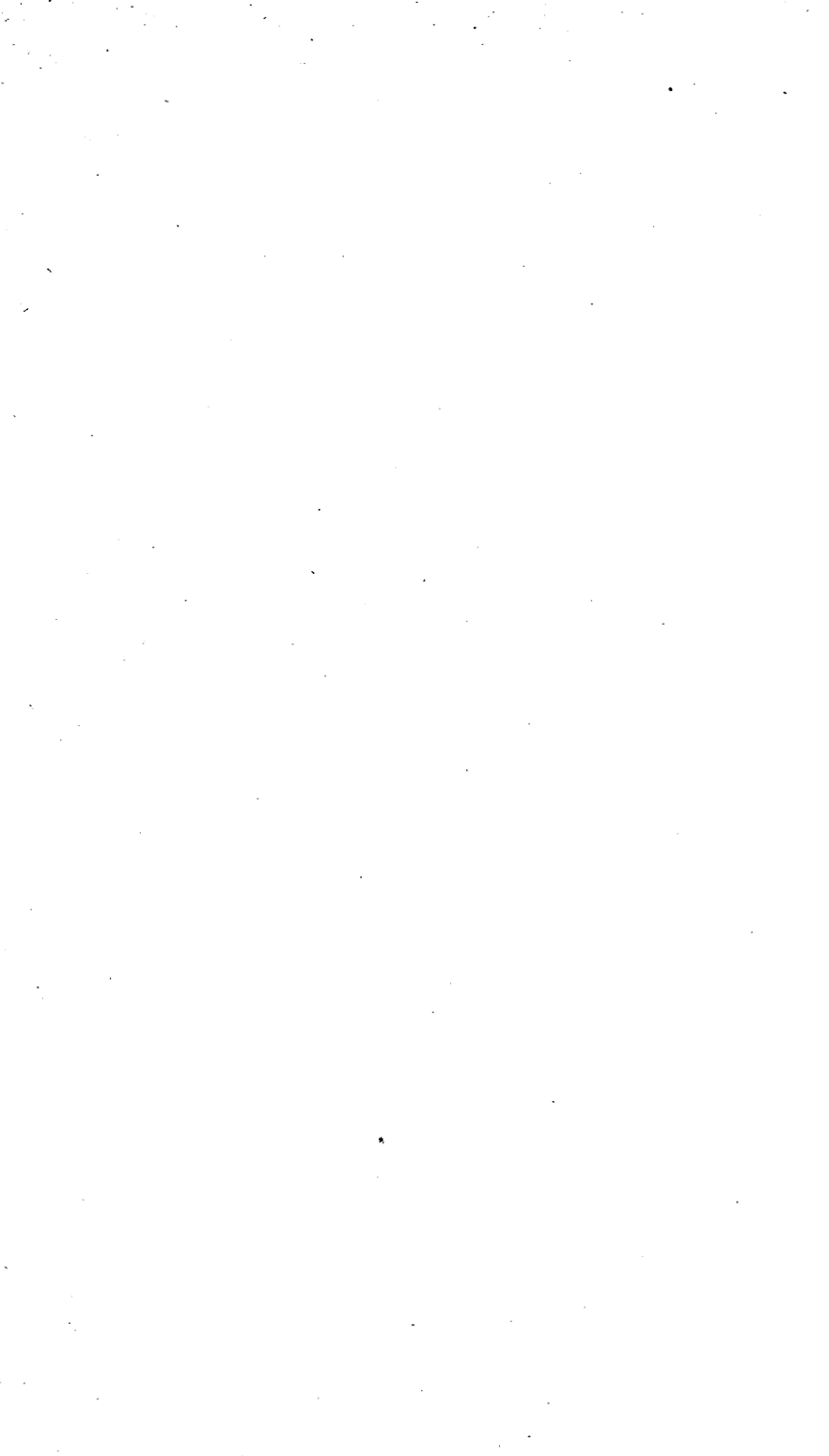
D'autre part, il n'est point douteux que Dieu ne bénisse et ne récompense à bref délai, ce respect et cette obéissance.

Le moment est trop grave pour que l'abstention ne soit pas coupable, les intérêts en jeu trop essentiels pour que l'obligation n'incombe pas à tous de prouver leur religion par le dévouement pratique à la chose publique, la responsabilité trop lourde pour que la moindre indisci-

pline et la moindre hésitation soit permise devant la volonté du chef.

La vérité et la sagesse le crient en accents pressants et depuis longtemps déjà : il n'y a pas d'autre moyen pour les hommes d'autrefois de sauver le bien commun, il n'y a pas d'autre moyen pour les hommes nouveaux d'assurer l'avenir de la société.

Le bon sens et la nécessité nous amènent sur le terrain que nous a montré Léon XIII le plus grand bienfaiteur de la France, son meilleur conseiller et le plus désintéressé de ses amis, celui qu'on pourrait appeler en même temps, le Père de nos âmes et le Père de notre patrie.



MÊME LIBRAIRIE

RECHERCHES HISTORIQUES SUR L'ASSEMBLÉE DU CLERGÉ DE FRANCE, de 1682, par M. Charles GÉRIN. *Seconde édition* refondue, corrigée et considérablement augmentée. Un beau volume in-8°. 7 fr. 50

LOUIS XIV ET LE SAINT-SIÈGE, par M. Charles GÉRIN, ancien conseiller à la Cour d'appel de Paris. 2 volumes grand in-8°. 15 fr. 00

L'ANCIEN CLERGÉ DE FRANCE, par M. l'abbé SICARD. 2 volumes in-8°. 12 fr. 00

On vend séparément :

— **I. LES ÉVÊQUES AVANT LA RÉVOLUTION.**
Troisième édition. 1 volume in-8°. 6 fr. 00

— **II. LES ÉVÊQUES PENDANT LA RÉVOLUTION.** *Deuxième édition.* 1 volume in-8°. 6 fr. 00

LE JOURNAL D'UN ÉVÊQUE, publié par YVES LE QUERDEC. — *Première partie.* Pendant le Concordat. *Quatrième mille.* Un volume in-12. 3 fr. 50

LE JOURNAL D'UN ÉVÊQUE, publié par YVES LE QUERDEC. — *Deuxième partie.* Après le Concordat. *Troisième mille.* Un volume in-12. 3 fr. 50

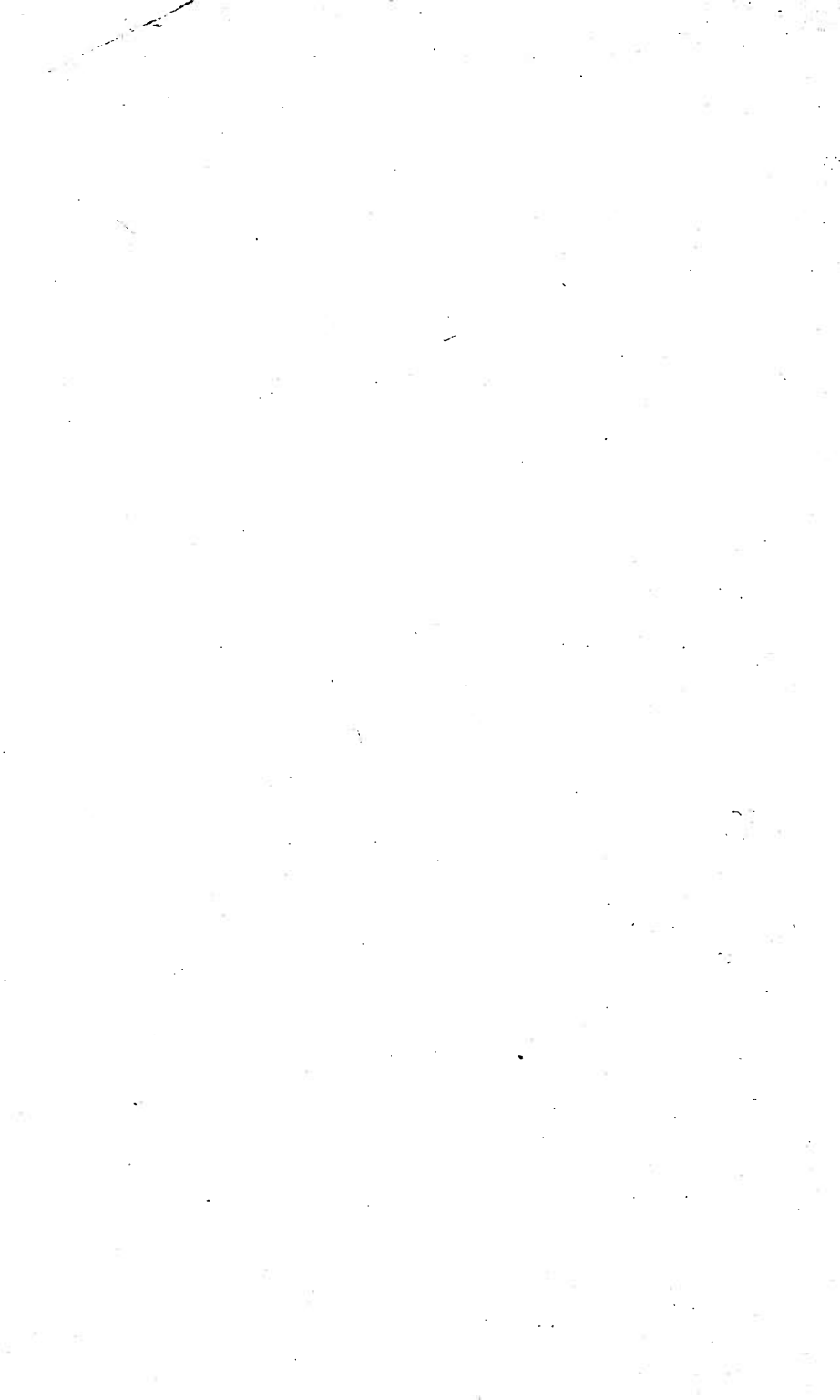
LETTRES D'UN CURÉ DE CAMPAGNE, publiées par YVES LE QUERDEC. — Ouvrage couronné par l'Académie française. *Dixième mille.* 1 vol. in-12. 3 fr. 50

LETTRES D'UN CURÉ DE CANTON, publiées par YVES LE QUERDEC. — *Sixième mille.* Un volume in-12. 3 fr. 50

CATHOLICISME ET DÉMOCRATIE, par GEORGE FONSEGRIVE. Un volume in-18 jésus. 3 fr. 50

LE CATHOLICISME ET LA VIE DE L'ESPRIT, par GEORGE FONSEGRIVE. Un volume in-18 jésus. 3 fr. 50





UNIVERSITY OF CHICAGO



44 470 893

BX 1374 J35	Janvier Action de Léon XIII 971858
JAN 12 '34	Mr. A. Duddy 6116 Melrose Ave.
JUN 19 1950 AUG 18 1950	A. Reddick Quater

BX 1374

J35

971858

SWIFT HALL LIBRARY

Serial 42-43

UNIVERSITY OF CHICAGO



44 470 893